

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et
de la Mer, en charge des relations internationales
sur le climat

Direction des pêches maritimes et de
l'aquaculture

Sous-direction des ressources halieutiques

Bureau du contrôle des pêches

K00

Note technique du 30 mai 2016 relative au plan national de contrôle des produits de la pêche maritime et de l'aquaculture marine bisannuel 2016-2017

NOR : DEVM1611684N

(Texte non paru au journal officiel)

**La Ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, chargée des relations
internationales sur le climat,**

à

Pour exécution :

Préfets de région Haute-Normandie, Bretagne, Pays de la Loire, Aquitaine, Provence-Alpes-Côte
d'Azur, Corse, la Réunion, Martinique, Guadeloupe, Guyane

- Direction interrégionale de la mer
- Direction de la mer
- Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de
l'emploi

Pour information :

Secrétariat général du Gouvernement

Secrétariat général du MEEM et du MLHD

Premier Ministre

- Secrétariat général des affaires européennes
- Secrétariat général de la mer

Préfets maritimes de l'Atlantique, de la Manche-mer du Nord et de la Méditerranée

Préfets de département

- Direction départementale des Territoires et de la Mer / Délégation à la Mer et au Littoral
- Direction départementale de la Protection des Populations
- Direction départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations
- Direction des Territoires, de l'Alimentation et de la Mer de Saint-Pierre-et-Miquelon (pôle
maritime)

Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature / Direction de l'Eau et de la
Biodiversité

Direction Générale des Infrastructures, des Transports et de la Mer / Direction des Affaires Maritimes / Bureau du contrôle des activités maritimes - AM3
Inspection Générale des Affaires Maritimes
Ecole nationale de la sécurité et de l'administration de la mer
Centre National de Surveillance des Pêches
Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage La Réunion, Antilles-Guyane

Etat-major de la Marine / Bureau de l'action de l'Etat en mer
Commandement de la Gendarmerie Maritime / Bureau de l'organisation et de l'emploi
Ministère de la Justice / Direction des Affaires Criminelles et des Grâces / Bureau de la santé publique, du droit social et de l'environnement
Ministère de l'Intérieur / Direction Générale de la gendarmerie nationale
Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique / Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes / Bureau des produits d'origine animale
Ministère des Finances et des Comptes publics / Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects / Bureau D2 – Politique des contrôles
Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt / Direction Générale de l'Alimentation / Bureau des produits de la mer et d'eau douce

France AgriMer

Commission Européenne - DG MARE - Unité A1, Unité C2, Unité D2 et Unité E2
Agence Européenne de Contrôle des Pêches.

Résumé :

La présente note et ses annexes ont pour objet de définir le programme bisannuel de contrôle des pêches maritimes 2016-2017. Ce programme détermine les objectifs nationaux et sera décliné en plans de façade et en plans interrégionaux de contrôle des pêches

Elle définit les orientations, les méthodes de ciblage et d'analyse de risques applicables ainsi que les obligations issues de l'application des règlements européens en matière de mise en œuvre de la politique commune de la pêche.

Catégorie : politique commune de la pêche	Domaine : pêches maritimes
Type : Instruction du Gouvernement : Non	Instruction aux services déconcentrés : Oui
Mots clés liste fermée : règlement INN, lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, mesures de l'Etat du port, plan de contrôle, plan de façade maritime, plan interrégional de contrôle, analyse et gestion de risques, critères de référence, inspection, jauge, surveillance, observation, rapport, procédure, infractions graves, contrôle croisé, débarquement, transbordement, taille minimale, norme commune de commercialisation, pesée, traçabilité, transport, puissance motrice, obligation déclarative, journal de pêche, fiche de pêche, déclaration de débarquement, note de vente, document de transport, système de surveillance par satellite, VMS, déclaration électronique, préavis-notification, port désigné, plan de reconstitution et de gestion, plan pluriannuel, filet fixe, pêche de loisir, Méditerranée.	Mots clés libres : espèce démersale, espèce pélagique, espèce grand migrateur, espèce amphihaline, cabillaud Manche et mer du Nord, merlu du Nord, merlu austral, sole et plie mer du Nord, sole Manche occidentale, sole golfe de Gascogne, thon rouge, thonaille, thon germon, espadon, anguille-civelle, espèce d'eau profonde, anchois, raie, requin, hareng, maquereau, chinchard, merlan bleu
Textes de référence : - Règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil du 20 novembre 2009 instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche, notamment les articles 9 à 31, 62 à 68 ; - Règlement d'exécution (UE) n°404/2011 de la Commission du 8 avril 2011 du règlement « contrôle », notamment les articles 18 à 55, 90 et 91, et annexes I, V à XV et XVII) ; - Règlement (UE) n°1380/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à la politique commune de la pêche, modifiant les règlements (CE) n°1954/2003 et (CE) n°1224/2009 du Conseil et abrogeant les règlements (CE) n°2371/2002 et (CE) n°639/2004 du Conseil et la décision 2004/585/CE du Conseil.	
Circulaire(s) abrogée(s) : Note technique du 31 octobre 2014 relative au plan national de contrôle des produits de la pêche maritime et de l'aquaculture marine bisannuel 2014-2015	
Date de mise en application : immédiate	
Pièces annexes : Annexe 1 – Thon rouge – Grille d'évaluation des risques	
N° d'homologation Cerfa :	
Publication	<input checked="" type="checkbox"/> BO <input checked="" type="checkbox"/> Site circulaires.gouv.fr <input type="checkbox"/> Non publiée

Sommaire

SOMMAIRE	4
TEXTES DE RÉFÉRENCE	6
Espèces amphialines	15
INTRODUCTION.....	18
I RÉGIMES D'INSPECTION PARTICULIERS RELATIFS AUX ESPÈCES SOUMISES À PLAN PLURIANNUEL, AUX PROGRAMMES SPÉCIFIQUES DE CONTRÔLE ET D'INSPECTION (SCIP) ET AUX PLANS DE GESTION EN MÉDITERRANÉE.....	20
1 Espèces communautaires soumises à plan pluriannuel.....	20
1.1 Espèces concernées selon leurs zones de capture	20
1.2 Orientations et objectifs de contrôle	20
2 Espèces soumises à programme spécifique de contrôle et d'inspection	21
2.1 Espèces pélagiques	21
a) Espèces concernées selon leurs zones de capture	21
b) Évaluation du risque de conformité	21
c) Gestion des risques et objectifs de contrôle associés	21
2.2 Cabillaud en Manche/mer du Nord et Sole et Plie en mer du Nord.....	23
a) Évaluation du risque de conformité	23
b) Gestion des risques et objectifs de contrôle associés	23
2.3 Grands migrateurs en Atlantique Est et en Méditerranée	24
a) Espèces concernées dans l'Atlantique Est et en Méditerranée.....	24
b) Mesure de la taille minimale	24
c) Stratégie de gestion des risques.....	24
d) Cas particulier du thon rouge	24
e) Espadon.....	27
3 Plans de gestion en Méditerranée.....	29
II AUTRES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DE CONTRÔLE (MÉTROPOLE) ..	31
1 Objectifs globaux.....	31
2 Inspections en mer et surveillance aérienne	31
3 Inspections au débarquement et au transbordement dans les ports	31
3.1 Contrôle au débarquement	31
3.2 Contrôle au transbordement dans les ports	32
4 Inspections de la filière.....	32
4.1 Objectifs globaux.....	32
4.2 Inspection de la commercialisation.....	33
Critères de référence fixes pour les premières ventes en criée d'espèces soumises à plan pluriannuel ou d'espèces pélagiques régulées	33
L'analyse de risque devra tenir compte des éléments suivants :.....	33

5	Contrôle du transport et aux postes frontaliers.....	33
6	Contrôles en régions non littorales.....	33
7	Régimes d'inspection particuliers relatifs à certaines pêcheries	34
7.1	Espèces d'eau profonde et flétan noir.....	34
7.2	Filets fixes dans les zones CIEM IIIa, IVa, Vb, VIa et b, VIIb, c, j, k, VIII, IX, X et XII	35
7.3	Espèces amphihalines	35
a)	Anguille (<i>Anguilla anguilla</i>) y compris le stade civelle.....	35
b)	Esturgeon européen (<i>Acipenser sturio</i>).....	36
7.4	Espèces raies et requins	37
7.5	Pêche maritime de loisir	37
III	PÊCHE À PIED	37
IV	ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DE CONTRÔLE SPÉCIFIQUES OUTRE-MER 39	
1	Orientations générales.....	39
1.1	Lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée en ce qui concerne les navires pays tiers. 39	
1.2	Autres orientations	39
2	Objectifs de contrôle.....	40
2.1	Inspections en mer et surveillance aérienne.....	40
2.2	Inspections au débarquement et au transbordement dans les ports	40
a)	Critères de référence fixes (ORGP, navires pays tiers).....	40
b)	Critères de référence fluctuants pour les autres espèces régulées	41
2.3	Contrôle de la commercialisation et des transports.....	41
a)	Points généraux d'inspection (commercialisation et transport).....	41
b)	Valeurs guides (commercialisation et transport)	42
3	Orientations spécifiques en Guyane.....	42
3.1	Lutte contre la pêche INN.....	42
3.2	Encadrement de la flotte de navires vénézuéliens.....	43
3.3	Pêche de la crevette dans les eaux guyanaises.....	43
3.4	Captures accidentelles de tortues marines et requins	43
4	Orientations spécifiques à La Réunion, à Mayotte et aux TAAF	43
4.1	Pêche à la palangre au large des îles Éparses et à La Réunion	43
4.2	Pêche à la senne de thonidés dans la zone de la CTOI (tous navires français)	44
4.3	Pêche de la légine dans les îles Australes et en zone SIOFA (tous navires français)	44
4.4	Requins	44
V	BILANS ET SUIVI DU PROGRAMME NATIONAL DE CONTRÔLE.....	44
	ANNEXE 1 : THON ROUGE – GRILLE D'ANALYSE DE RISQUES.....	46

TEXTES DE RÉFÉRENCE

Politique Commune de la Pêche

- Règlement (CE) n°1380/2013 du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à la politique commune de la pêche.

Système communautaire de contrôle des pêches

- Règlement (CE) n°768/2005 du Conseil du 26 avril 2005 modifié instituant une agence communautaire de contrôle des pêches ;
- Règlement (CE) n°1224/2009 du 20 novembre 2009 instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche, modifiant les règlements (CE) n°847/96, (CE) n°2371/2002, (CE) n°811/2004, (CE) n°768/2005, (CE) n°2115/2005, (CE) n°2166/2005, (CE) n°388/2006, (CE) n°509/2007, (CE) n°676/2007, (CE) n°1098/2007, (CE) n°1300/2008, (CE) n°1342/2008, (CE) et abrogeant les règlements (CEE) n°2847/93, (CE) n°1627/94 et (CE) n°1966/2006 ;
- Règlement d'exécution (UE) n°404/2011 de la Commission du 8 avril 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n°1224/2009 du Conseil instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche.

Lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée

- Accord de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) sur les mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée ;
- Accords, conventions, recommandations, résolutions, mesures de conservation et de gestion et schémas d'inspection internationale de la Commission des Pêcheries de l'Atlantique Nord-Est (CPANE), de l'Organisation des Pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO), de la Convention sur la Conservation de la Faune et la Flore Marines de l'Antarctique (CCAMLR), de la Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique (CICTA), de la Commission des Thons de l'Océan Indien (CTOI), de la Commission Interaméricaine du Thon Tropical (CITT), de la Commission de la Pêche dans le Pacifique Central et Occidental (CPPCO) et de l'Organisation des Pêches de l'Atlantique du Sud-Est (OPASE) ;
- Règlement (CE) n°1005/2008 du Conseil du 29 septembre 2008 modifié établissant un système communautaire destiné à prévenir, à décourager et à éradiquer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, modifiant les règlements (CEE) n°2847/93, (CE) n°1936/2001 et (CE) n°601/2004 et abrogeant les règlements (CE) n°1093/94 et (CE) n°1447/1999 ;
- Règlement (CE) n°1006/2008 du Conseil du 29 septembre 2008 concernant les autorisations pour les activités de pêche des navires de pêche communautaires en dehors des eaux communautaires et l'accès des navires de pays tiers aux eaux communautaires, modifiant les règlements (CEE) n°2847/93 et (CE) n°1627/94 et abrogeant le règlement (CE) n°3317/94 ;
- Règlement (CE) n°1010/2009 de la Commission du 22 octobre 2009 modifié portant modalités d'application du règlement (CE) n°1005/2008 du Conseil ;
- Règlement (UE) n°468/2010 de la Commission du 28 mai 2010 établissant la liste de l'UE des bateaux engagés dans des activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée modifié par le règlement (UE) n°724/2011 de la Commission du 25 juillet 2011;

- Règlement (UE) n°201/2010 de la Commission du 10 mars 2010 portant modalités d'application du règlement (CE) n°1006/2008 du Conseil concernant les autorisations pour les activités de pêche des navires de pêche communautaires en dehors des eaux communautaires et l'accès des navires de pays tiers aux eaux communautaires ;
- Décision n°2009/988 de la Commission du 18 décembre 2009 désignant l'agence communautaire de contrôle des pêches comme l'organisme chargé d'effectuer certaines tâches au titre du règlement (CE) n°1005/2008 du Conseil ;
- Arrêté du 22 décembre 2009 fixant la liste des ports désignés ainsi que les modalités de débarquement et de transbordement ou d'accès aux services portuaires des navires de pêche battant pavillon tiers dans le cadre de la réglementation communautaire sur la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée ;
- Arrêté du 22 décembre 2009 relatif au schéma de certification des captures pour les importations sur le territoire communautaire français à partir des navires de pêche de pays tiers et pour les exportations à destination des pays tiers des produits de la pêche visés par la réglementation communautaire sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée ;
- BO Douanes n°12-008 du 28 février 2012 : Politique commune de la pêche – modalités de mise en œuvre du règlement (CE) n°1005/2008 du Conseil du 29 septembre 2008 établissant un système communautaire destiné à prévenir, décourager et à éradiquer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) ;

Mesures de conservation et de gestion et mesures techniques

- Accords, conventions, recommandations, résolutions, mesures de conservation et de gestion et schémas d'inspection internationale de la Commission des Pêcheries de l'Atlantique Nord-Est (CPANE), de l'Organisation des Pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO), de la Convention sur la Conservation de la Faune et la Flore Marines de l'Antarctique (CCAMLR), de la Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique (CICTA), de la Commission des Thons de l'Océan Indien (CTOI), de la Commission Interaméricaine du Thon Tropical (CITT), de la Commission de la Pêche dans le Pacifique Central et Occidental (CPPCO) et de l'Organisation des Pêches de l'Atlantique du Sud-Est (OPASE) ;
- Règlement (CE) n°894/97 du Conseil du 29 avril 1997 modifié prévoyant certaines mesures techniques de conservation des ressources de pêche ;
- Règlement (CE) n°850/98 du Conseil du 30 mars 1998 modifié visant à la conservation des ressources de pêche par le biais de mesures techniques de protection des juvéniles d'organismes marins ;
- Règlement (CE) n°812/2004 du Conseil du 26 avril 2004 établissant des mesures relatives aux captures accidentelles de cétacés dans les pêcheries et modifiant le règlement (CE) n°88/98 ;
- Règlement (CE) n°1967/2006 du Conseil du 21 décembre 2006 concernant les mesures de gestion pour l'exploitation durable des ressources halieutiques en Méditerranée et modifiant le règlement (CEE) n°2847/93 et abrogeant le règlement (CE) n°1626/94 ;
- Règlement (CE) n°517/2008 de la Commission du 10 juin 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n°850/98 du Conseil en ce qui concerne la détermination du maillage et l'évaluation de l'épaisseur de fil des filets de pêche ;
- Règlement (UE) n°43/2014 du Conseil du 20 janvier 2014 établissant, pour 2014, les possibilités de pêche pour certains stocks halieutiques et groupes de stocks halieutiques, applicables dans les eaux de l'Union et, pour les navires de l'Union, dans certaines eaux n'appartenant pas à l'Union ;
- Arrêté du 18 décembre 2006 établissant les modalités de gestion des différents régimes d'autorisations définis par la réglementation communautaire et applicables aux navires français de pêche professionnelle immatriculés dans la Communauté européenne – NOR :

AGRM0602477A ;

- Arrêté du 28 août 2009 relatif à l'interdiction de pêche à l'aide de filets maillants dérivants ;
- Arrêté du 28 janvier 2013 déterminant la taille minimale ou le poids minimal de capture et de débarquement des poissons et autres organismes marins pour la pêche professionnelle ;
- Arrêté du 1er décembre 2014 portant définition de mesures techniques dans les zones CIEM VII f, VII g et à une partie de la zone CIEM VII j (au nord de 50° nord et à l'est de 11° ouest) ;
- Arrêté du 19 décembre 2014 prescrivant les règles encadrant l'exercice de la pêche dans la zone de haute mer concernée par l'accord de gestion des pêches du sud de l'océan Indien
- Arrêté du 8 juin 2015 définissant les modalités de mise en œuvre des exemptions de minimis à l'obligation de débarquement prévue à l'article 15, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 1380/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif à la politique commune de la pêche
- Arrêté du 4 janvier 2016 fixant la liste des engins autorisés spécifiques à l'exercice de la pêche à pied professionnelle

Commercialisation des produits de la mer

- Règlement (UE) n° 1379/2013 du parlement et du conseil du 11 décembre 2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture ;
- Règlement (CE) n° 2406/96 du Conseil du 26 novembre 1996 modifié fixant des normes communes de commercialisation pour certains produits de la pêche ;
- Code de la consommation ;
- Décret n° 61-501 du 3 mai 1961 modifié relatif aux unités de mesure et au contrôle des instruments de mesure ;
- Décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;
- Décret n° 2012-64 du 19 janvier 2012 relatif aux modalités des premières ventes de produits de la pêche maritime débarqués en France par des navires français ;
- Arrêté du 13 décembre 2013 fixant les dispositions communes aux règlements d'exploitation des halles à marée
- Note technique du 16 octobre 2015 relative à la mise en œuvre de la traçabilité des produits de la pêche et de l'aquaculture au titre du règlement (CE) n°1224/2009 du Conseil du 20 novembre 2009 instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche

Système national de contrôle des pêches et mesures de contrôle nationales

- Code rural et de la pêche maritime, parties législative et réglementaire, Livre IX, titre IV
- Décret n°2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer ;
- Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Décret n° 2005-1514 du 6 décembre 2005 relatif à l'organisation outre-mer de l'action de l'Etat en mer ;
- Décret n°2009-1377 du 10 novembre 2009 définit l'organisation et les missions des nouvelles directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
- Décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

- Décret n°2010-130 du 11 février 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions interrégionales de la mer ;
- Décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- Arrêté du 17 avril 2012 relatif à l'organisation et aux missions du centre national de surveillance des pêches ;
- Circulaire du Premier ministre du 8 septembre 2000 relative à l'organisation générale du contrôle des pêches maritimes et des produits de la pêche ;
- Circulaire DPMA/SDPM/C2006-9603 du 12 janvier 2006 relative au formatage des programmes régionaux de contrôle des pêches et des plans de contrôle mer de façade maritime ;
- Circulaire DPMA/SDPM/C2006-9605 et DGAL/SDSSA C2006-8001 du 13 février 2006 sur le contrôle du transport et de la commercialisation des produits de la mer dans les régions littorales et non littorales ;
- Instruction du Gouvernement du 17 février 2015 relative à la coordination opérationnelle du régime de contrôle applicable à la politique commune des pêches
- Note de service DPMA-SDRH/N2011-9644 du 6 juillet 2011 relative aux procédures de déroutement et de saisie des navires de pêche ;
- Circulaire DPMA/SDRH/C2011-9627 du 02 août 2011 relative à la mise en œuvre nationale des mesures de contrôle de certaines espèces communautaires soumises à plan pluri-annuel : cabillaud (*Gadus morhua*), sole (*Solea solea*), plie (*Pleuronectes platessa*), merlu (*Merluccius merluccius*) et hareng (*Clupea harengus*) ;
- Circulaire DPMA/SDRH/C2011-9628 du 02 août 2011 relative au contrôle des pêcheries pélagiques dans les eaux occidentales : anchois (*Engraulis encrasicolus*), hareng (*Clupea harengus*) maquereau (*Scomber scombrus*), chinchard (*Trachurus spp.*) et merlan bleu (*Micromesistius poutassou*) ;
- Circulaire du 24 juin 2013 relative à l'organisation des missions du centre national de surveillance des pêches(CNSP)

Accords de coopération et de contrôle entre la France et un pays tiers

- Décret n°2004-75 du 15 janvier 2004 portant publication de l'accord relatif à la pêche dans la baie de Granville entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;
- Décret n° 2005-1076 du 23 août 2005 portant publication du traité entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie relatif à la coopération dans les zones maritimes adjacentes aux Terres australes et antarctiques françaises (TAAF), à l'île Heard et aux îles McDonald (ensemble trois annexes), signé à Canberra le 24 novembre 2003 ;
- Décret n° 2008-1127 du 3 novembre 2008 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Seychelles relatif à la coopération dans les zones maritimes adjacentes aux îles Eparses, à Mayotte, à la Réunion et aux îles Seychelles (ensemble deux annexes), signé à Saint-Denis de la Réunion le 19 décembre 2006.

Infractions et sanctions

- Code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX ;
- Code de l'environnement, notamment ses livres II, III et IV ;
- Arrêté du 21 février 2014 fixant le contenu et les modalités de la formation de sensibilisation au respect des règles de la politique commune de la pêche et à la lutte contre la pêche illicite

- Arrêté du 3 novembre 2011 portant création du registre national des infractions à la pêche.
- Note de service DPMA/SDRH/N2011-9644 du 06 juillet 2011 relative aux procédures de déroutement et de saisie des navires de pêche

Obligations déclaratives

- Arrêté du 3 février 2010 fixant les prescriptions applicables aux équipements du système de surveillance des navires par satellite embarqués à bord des navires de pêche sous pavillon français ainsi qu'aux opérateurs de communications qui assurent la transmission des données associées ;
- Arrêté du 3 février 2010 fixant les prescriptions applicables aux équipements d'enregistrement et de communication électroniques des données relatives aux activités de pêche, embarqués à bord des navires de pêche sous pavillon français, ainsi qu'aux opérateurs de communications qui assurent la transmission des données ;
- Arrêté du 31 octobre 2011 fixant les conditions d'approbation des équipements d'enregistrement et de communication électroniques des données relatives aux activités de pêche, et des équipements du système de surveillance des navires par satellite, embarqués à bord des navires de pêche sous pavillon français, ainsi que les conditions de qualification des opérateurs de communications qui assurent les transmissions des données associées – NOR : AGRM1126869A ;
- Arrêté du 10 janvier 2012 fixant les règles d'emport et d'utilisation des équipements d'enregistrement et de communication électroniques des données relatives aux activités de pêche, à bord des navires sous pavillon français, ainsi que des navires sous pavillon étranger qui se trouvent dans les eaux sous juridiction française ;
- Arrêté du 22 octobre 2012 relatif à l'obligation de déclarations statistiques en matière de produits de la pêche maritime à pied professionnelle – NOR : TRAM1221615A ;
- Arrêté du 18 mars 2015 relatif aux obligations déclaratives en matière de pêche maritime
- Note technique du 2 juin 2014 relative au contrôle des obligations déclaratives en matière de pêche maritime

Espèces soumises à dispositions particulières

Général

- Arrêté du 18 décembre 2006 établissant les modalités de gestion des différents régimes d'autorisations définis par la réglementation communautaire et applicables aux navires français de pêche professionnelle immatriculés dans la Communauté européenne ;
- Arrêté du 11 avril 2014 précisant les conditions de débarquement et de transbordement du thon rouge (*Thunnus thynnus*) et de certains débarquements et transbordements de cabillaud (*Gadus morhua*), de sole (*Solea solea*), de merlu (*Merluccius merluccius*), de hareng (*Clupea harengus*), de chinchard (*Trachurus spp.*), de maquereau (*Scomber scombrus*) ou d'espèces d'eau profonde;
- Circulaire DPMA/SDRH/C2011-9627 du 02 août 2011 relative à la mise en œuvre nationale des mesures de contrôle de certaines espèces communautaires soumises à plan pluriannuel : cabillaud (*Gadus morhua*), sole (*Solea solea*), plie (*Pleuronectes platessa*), merlu (*Merluccius merluccius*) et hareng (*Clupea harengus*).

Cabillaud

- Règlement (CE) n°2056/2001 de la Commission du 19 octobre 2001 instituant des mesures techniques supplémentaires visant à reconstituer les stocks de cabillaud en mer du nord ;
- Règlement (CE) n°1342/2008 du Conseil du 18 décembre 2008 établissant un plan à long terme pour les stocks de cabillaud et les pêcheries exploitant ces stocks et abrogeant le règlement (CE) n°423/2004 ;
- Règlement (UE) n°724/2010 de la Commission du 12 août 2010 établissant les modalités d'application de la fermeture en temps réel de certaines pêcheries en mer du Nord et dans le Skagerrak ;
- Décision de la commission du 25 juin 2013 établissant un programme spécifique de contrôle et d'inspection applicables aux pêcheries exploitant les stocks de cabillaud, de plie et de sole du Kattegat, de la mer du Nord, du Skagerrak, de la Manche orientale, des eaux situées à l'ouest de l'Écosse et de la mer d'Irlande
- Décision n°620/2008 de la Commission du 22 juillet 2008 établissant un programme spécifique de contrôle et d'inspection concernant les stocks de cabillaud du Kattegat, de la mer du Nord, du Skagerrak, de la Manche orientale, des eaux situées à l'ouest de l'Écosse et de la mer d'Irlande modifiée par la décision n°938/2011 du 18 février 2011 et par la décision d'exécution de la Commission du 21 mai 2012 ;
- Arrêté du 5 novembre 2015 modifiant l'arrêté du 6 mai 2009 portant création d'un permis de pêche spécial pour la pêche professionnelle dans les zones de reconstitution du cabillaud de mer du Nord, Manche est, Ouest Ecosse et mer d'Irlande ;

Dorade rose

- Arrêté du 31 décembre 2014 portant limitation des débarquements de dorade rose (*Pagellus bogaraveo*) et interdiction d'utiliser la senne tournante pour capturer cette espèce dans les zones CIEM VI, VII et VIII ;

Merlu

- Règlement (CE) n°494/2002 de la Commission du 19 mars 2002 instituant des mesures techniques supplémentaires visant à reconstituer le stock de merlu dans les sous-zones CIEM III, IV, V, VI et VII et les divisions CIEM VIII a, b, d ;
- Règlement (CE) n°811/2004 du Conseil du 21 avril 2004 instituant des mesures de reconstitution du stock de merlu du nord ;
- Règlement (CE) n°2166/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 établissant des mesures de reconstitution des stocks de merlu austral et de langoustine évoluant dans la mer Cantabrique et à l'ouest de la péninsule Ibérique et modifiant le règlement (CE) n°850/98 visant à la conservation des ressources de pêche par le biais de mesures techniques de protection des juvéniles d'organismes marins ;

Sole et plie

- Règlement (CE) n°388/2006 du Conseil du 23 février 2006 établissant un plan pluriannuel pour l'exploitation durable du stock de sole du golfe de Gascogne ;
- Règlement (CE) n°509/2007 du Conseil du 7 mai 2007 établissant un plan pluriannuel pour l'exploitation durable du stock de sole dans la Manche occidentale ;
- Règlement (CE) n°676/2007 du Conseil du 11 juin 2007 établissant un plan pluriannuel de gestion pour les pêcheries exploitant des stocks de plie et de sole en mer du Nord ;
- Décision de la commission du 25 juin 2013 établissant un programme spécifique de contrôle et d'inspection applicables aux pêcheries exploitant les stocks de cabillaud, de plie et de sole du Kattegat, de la mer du Nord, du Skagerrak, de la Manche orientale, des eaux situées à l'ouest de l'Écosse et de la mer d'Irlande ;

- Arrêté du 22 janvier 2015 créant un régime national de gestion pour la pêcherie de la sole commune (*Solea solea*) en Manche Est (division CIEM VII d) ;
- Arrêté du 12 février 2015 créant un régime national de gestion pour la pêcherie de la sole commune (*Solea solea*) dans le golfe de Gascogne (divisions CIEM VIII a et b) ;

Espèces pélagiques

- Règlement (CE) n°1224/2009 du Conseil du 20 novembre 2009 (cf. articles 61, 74, 78 à 89) ;
- Règlement d'exécution (UE) n°404/2011 de la Commission du 8 avril 2011 ;
- Circulaire DPMA/SDRH/C2011-9628 du 02 août 2011 relatif au contrôle des pêcheries pélagiques dans les eaux occidentales : anchois (*Engraulis encrasicolus*), hareng (*Clupea harengus*) maquereau (*Scomber scombrus*), chinchard (*Trachurus spp.*) et merlan bleu (*Micromesistius poutassou*).

Hareng, maquereau, chinchard et merlan bleu

- Règlement (CE) n°1300/2008 du Conseil du 18 décembre 2008 établissant un plan pluriannuel pour le stock de hareng présent à l'ouest de l'Écosse et les pêcheries qui exploitent ce stock ;
- Accord Union européenne-Norvège du 4 décembre 2010 ;
- Décision d'exécution n°2012/807/UE de la Commission du 19 décembre 2012 établissant un programme spécifique de contrôle et d'inspection applicable aux pêcheries pélagiques dans les eaux occidentales de l'Atlantique du Nord-Est et dans la mer du Nord septentrionale, modifié par la décision d'exécution (UE) n° 2015/1944 de la Commission du 28 octobre 2015 ; ;
- Arrêté du 11 avril 2014 modifié précisant les conditions de certains débarquements et transbordements de cabillaud, de sole, de merlu, de hareng, de chinchard, de maquereau et d'espèces d'eau profonde.

Anchois

- Règlement (UE) n°716/2011 du Conseil du 19 juillet 2011 établissant les possibilités de pêche de l'anchois dans le golfe de Gascogne pour la campagne de pêche 2011/2012 ;
- Arrêté du 10 octobre 2007 portant création d'une licence pour la pêche professionnelle de l'anchois (*Engraulis encrasicolus*) dans la zone CIEM VIII ;
- Arrêté du 12 mars 2010 relatif au contrôle de la pêcherie d'anchois (*Engraulis encrasicolus*) dans les zones CIEM VIII, VII e et h.

Grands migrants

- Règlement (CE) n°1936/2001 du Conseil du 27 septembre 2001 modifié par les règlements (CE) n°1005/2008 et n°302/2009 établissant certaines mesures de contrôle applicables aux activités de pêche de certains stocks de poissons grands migrants fixe les règles générales relatives à la pêche des poissons grands migrants ;
- Règlement (CE) n°1967/2006 du Conseil du 21 décembre 2006 concernant les mesures de gestion pour l'exploitation durable des ressources halieutiques en Méditerranée et modifiant le règlement (CEE) n°2847/93 et abrogeant le règlement (CE) n° 1626/94 ;

- Règlement (CE) n°520/2007 du Conseil du 7 mai 2007 prévoyant des mesures techniques de conservation pour certains stocks de grands migrateurs et abrogeant le règlement (CE) n°973/2001 ;
- Règlement (CE) n°1224/2009 du Conseil du 20 novembre 2009 (cf. articles 17, 20, 42, 46 61).

Thon rouge

- Recommandation 13-17 de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) complétant la recommandation pour un système électronique de documentation des captures de thon rouge (eBCD)
- Recommandation 14-04 de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) amendant la recommandation 12-03 de l'ICCAT visant à l'établissement d'un programme pluriannuel de rétablissement pour le thon rouge de l'atlantique Est et de la Méditerranée ;
- Recommandation 13-08 de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) complétant la recommandation 12-03 qui établissait un programme pluriannuel de rétablissement pour le thon rouge de l'atlantique Est et de la Méditerranée
- Recommandation ICCAT 11-20 amendant la recommandation 09-11 sur un programme de documentation des captures de thon rouge ;
- Recommandation ICCAT 15-10 visant à clarifier et amender des aspects du programme de documentation des captures de thon rouge de l'ICCAT afin de faciliter l'application du système eBCD.
- Règlement (CE) n°302/2009 consolidé du Conseil du 6 avril 2009 relatif à un plan pluriannuel de reconstitution des stocks de thon rouge dans l'Atlantique Est et la Méditerranée, modifiant le règlement (CE) n°43/2009 et abrogeant le règlement (CE) n°1559/2007 ;
- Règlement (UE) n°640/2010 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2010 établissant un programme de documentation des captures de thon rouge (*Thunnus thynnus*) et modifiant le règlement (CE) n° 1984/2003 du Conseil ;
- Décision C(2014)1017 de la Commission du 19 mars 2014 établissant un programme spécifique de contrôle et d'inspection relatif à la reconstitution des stocks de thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée, d'Espadon dans la Méditerranée et aux pêcheries exploitant les stocks de sardine et d'anchois dans l'Adriatique Nord jusqu'en 2018 ;
- Arrêté portant création de l'autorisation européenne de pêche (AEP) pour la pêche professionnelle du thon rouge (*Thunnus thynnus*) dans l'océan Atlantique à l'est de la longitude 45° Ouest et en mer Méditerranée ;
- Arrêté définissant les mesures de contrôle de la pêcherie de thon rouge (*Thunnus thynnus*) dans le cadre du plan pluriannuel de reconstitution des stocks de thon rouge dans l'Atlantique Est et la Méditerranée ;
- Arrêté précisant les conditions d'exercice des pêches sportive et de loisir réalisant des captures de thon rouge dans le cadre du plan pluriannuel de reconstitution des stocks de thon rouge dans l'Atlantique Est et la Méditerranée ;
- Arrêté du 11 juillet 2011 relatif à l'interdiction de pêche à l'aide de filets maillants dérivants.

Thon germon et espadon

- Recommandation de l'ICCAT 09-04 visant à un cadre de gestion pour l'exploitation durable de l'espadon de la Méditerranée et remplaçant la recommandation 08-03 de l'ICCAT.

Recommandation 13-04 de l'ICCAT sur des mesures de gestion de l'espadon de la Méditerranée dans le cadre de l'ICCAT

Arrêté du 31 décembre 2014 portant création des autorisations de pêche ORGP pour certaines pêcheries non-contingentées ou contingentées soumises à des mesures de gestion adoptées dans le cadre de certaines organisations régionales de gestion de la pêche.

- Arrêté du 15 juillet 2010 portant création d'un permis de pêche spécial pour la pêche professionnelle à la palangre des espèces de grands migrants pélagiques en mer Méditerranée ;
- Arrêté du 15 juillet 2010 déterminant la taille minimale ou le poids minimal de capture et de débarquement des poissons et autres organismes marins ;
- Arrêté du 14 avril 2011 portant création d'une licence pour la pêche du thon blanc (*Thunnus alalunga*) dans l'océan Atlantique au nord du 5°N ;
- Arrêté du 11 juillet 2011 relatif à l'interdiction de pêche à l'aide de filets maillants dérivants.

Espèces eaux profondes

- Règlement (CE) n°2347/2002 du conseil du 16 décembre 2002 établissant des conditions spécifiques d'accès aux pêcheries des stocks d'eau profonde et fixant les exigences y afférentes ;
- Règlement (UE) n°1225/2010 du Conseil du 13 décembre 2010 établissant, pour 2011 et 2012, les possibilités de pêche des navires de l'Union européenne pour des stocks de poissons de certaines espèces d'eau profonde (en cours de révision) ;
- Règlement (UE) n°57/2011 du Conseil du 18 janvier 2011 (TAC et quotas) ;
- Règlement (CE) n°43/2014 du Conseil du 20 janvier 2014 établissant, pour 2014, les possibilités de pêche et les conditions associées pour certains stocks halieutiques et groupes de stocks halieutiques, applicables dans les eaux communautaires et, pour les navires communautaires, dans les eaux soumises à des limitations de capture (article 9) ;
- Arrêté du 18 décembre 2006 portant création d'un permis de pêche spécial pour les espèces d'eau profonde ;

Filets fixes dans les zones CIEM IIIa, IVa, Vb, VIa et b, VIIb, c, j, k, VIII, IX, X et XII

- Règlement (CE) n°43/2009 du Conseil du 16 janvier 2009 (annexe III-A.9) ;
- Règlement (UE) N° 579/2011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 modifiant le règlement (CE) n° 850/98 du Conseil visant à la conservation des ressources de pêche par le biais de mesures techniques de protection des juvéniles d'organismes marins et le règlement (CE) n°1288/2009 du Conseil instituant des mesures techniques transitoires du 1er janvier 2010 au 30 juin 2011 ;
- Arrêté du 9 décembre 2009 modifié le 19 janvier 2010 désignant les ports maritimes français dans lesquels sont autorisés les débarquements d'espèces capturées avec des filets fixes dans les zones CIEM III a, IV a, V b, VI a, VI b, VII b, c, j k, VIII, IX, X, XII ;
- Arrêté du 20 janvier 2010 portant création d'un permis de pêche spécial pour l'utilisation de filets fixes dans certaines zones maritimes.

Chalutier et petits métiers de Méditerranée

- Recommandations de la Commission Générale des Pêches pour la Méditerranée ;
- Règlement (CE) n°894/97 du Conseil du 29 avril 1997 modifié prévoyant certaines mesures techniques de conservation des ressources de pêche ;

- Règlement (CE) n°1967/2006 du Conseil du 21 décembre 2006 concernant des mesures de gestion pour l'exploitation durable des ressources halieutiques en Méditerranée et modifiant le règlement (CEE) n°2847/93 et abrogeant le règlement (CE) n°1626/1994 ;
- Arrêté du 14 juin 1991 portant création d'un régime de licences pour la pêche professionnelle dans les eaux autour de la Corse ;
- Arrêté du 19 décembre 1994 portant réglementation technique pour la pêche en Méditerranée continentale ;
- Arrêté du 18 mai 2011 portant création d'un permis de pêche spécial pour la pêche professionnelle au gangui en Méditerranée ;
- Arrêté du 18 mai 2011 portant création d'un permis de pêche spécial pour la pêche professionnelle au chalut en Méditerranée ;
- Arrêté du 25 février 2013 portant création des autorisations de pêche ORGP pour certaines pêcheries non contingentées ou contingentées soumises à des mesures de gestion adoptées dans le cadre de certaines organisations régionales de gestion de la pêche
- Arrêté du 28 février 2013 portant adoption d'un plan de gestion pour la pêche professionnelle au chalut en mer Méditerranée par les navires battant pavillon français ;
- Arrêté du 13 mai 2014 portant adoption de plans de gestion pour les activités de pêche professionnelle à la senne tournante coulissante, à la drague, à la senne de plage et au gangui en mer Méditerranée par les navires battant pavillon français.

Espèces amphialines

- Règlement (CE) n°338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;
- Règlement (CE) n°1100/2007 du Conseil du 18 septembre 2007 instituant des mesures de reconstitution du stock d'anguilles européennes ;
- Directive 2006/88/CE du Conseil du 24 octobre 2006 modifiée relative aux conditions de police sanitaire applicables aux animaux et produits d'aquaculture et relative à la prévention de certaines maladies chez les animaux aquatiques et aux mesures de lutte contre ces maladies ;
- Code de l'environnement, notamment les articles L. 436-16, R. 436-68 et R. 436-63 ;
- Arrêté du 15 septembre 1993 instituant un régime commun de licences pour la pêche dans les estuaires et la pêche des poissons migrateurs
- Arrêté du 8 juin 2006 modifié relatif à l'agrément des établissements mettant sur le marché des produits d'origine animale ou des denrées contenant des produits d'origine animale
- Arrêté du 4 novembre 2008 relatif aux conditions de police sanitaire applicables aux animaux et aux produits d'aquaculture et relatif à la prévention de certaines maladies chez les animaux aquatiques et aux mesures de lutte contre ces maladies ;
- Arrêté du 11 septembre 2015 portant approbation d'une délibération du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins relative aux conditions d'exercice de la pêche dans les estuaires et de la pêche des poissons amphihalins ;
- Arrêté relatif aux mesures de contrôle de la pêcherie professionnelle d'anguille (*Anguilla anguilla*) dans les eaux maritimes ;
- Arrêté du 5 février 2016 relatif aux périodes de pêche de l'anguille européenne (*Anguilla anguilla*) aux stades d'anguille jaune et d'anguille argentée
- Circulaire DPMA/SDPM/C2006-9605 DGAL/SDSSA/C2006-8001 du 13 février 2006 relative au contrôle du transport et de la commercialisation des produits de la mer dans les régions littorales et non littorales ;

Espèces de raies et de requins

- Mesures de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) transposées en droit communautaire par le R (CE) n°338/1997 du Conseil du 9 décembre 1996 modifié relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;
- Règlement (CE) n°1185/2003 du Conseil du 26 juin 2003 relatif à l'enlèvement des nageoires de requin à bord des navires ;
- Décisions des ORGP (ORGP CICTA, CTOI, OPASE, CITT et CPPOC).
- Arrêté relatif aux modalités de capture à titre accessoire et de débarquement de la raie brunette (*Raja undulata*) dans les zones CIEM VII d et e et VIII a, b et c ;

Pêche maritime de loisir

- Arrêté du 17 mai 2011 imposant le marquage des captures effectuées dans le cadre de la pêche maritime de loisir ;
- Arrêté du 27 août 2014 réglementant la pêche de loisir des espèces dont la pêche professionnelle est soumise à TAC et quotas ;
- Arrêté du 29 avril 2015 réglementant la pêche de loisir de la raie brunette (*Raja undulata*) ;
- Circulaire DPMA/SDRH/C2011-9616 du 17 mai 2011 portant lutte contre le braconnage dans le secteur de la pêche de loisir.

Organisations régionales de gestion des pêches :

- CPANE (Commission des Pêcheries de l'Atlantique Nord-Est ou NEAFC) : <http://www.neafc.org/> ;
- OPANO (Organisation des Pêches de l'Atlantique Nord-Ouest ou NAFO) : <http://www.nafo.int/> ;
- CCAMLR (Convention Internationale sur la Conservation de la Faune et la Flore Marines de l'Antarctique) : <http://www.ccamlr.org/pu/f/gen-intro.htm> ;
- CGPM (Commission Générale des Pêches pour la Méditerranée ou GFCM) : <http://www.gfcm.org/gfcm/en> ;
- CICTA (Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique ou ICCAT) : <http://www.iccat.int/fr/> ;
- CTOI (Commission des Thons de l'Océan Indien ou IOTC) : <http://www.iotc.org/French/index.php> ;
- CITT (Commission Interaméricaine du Thon Tropical ou IATTC) : <http://www.iattc.org/> ;
- CPPOC (Commission des Pêches pour le Pacifique Occidental et Central ou WCPFC) : <http://www.wcpfc.int/> ;
- OPASE (Organisation des Pêches de l'Atlantique du Sud-Est ou SEAFO) : <http://www.seafo.org/> ;
- CCTRS (Commission pour la Conservation du Thon Rouge du Sud ou CCSBT) : <http://www.ccsbt.org/site/> .

Cartes des zones de pêche

- Zones CIEM (ou ICES) : <http://www.ices.dk/aboutus/icesareas.asp>
- Zones FAO : <http://www.fao.org/fishery/area/search/fr>
- Zones CGPM : <http://www.gfcm.org/gfcm/topic/16162/en>

- Autres zones des organisations régionales de gestion des pêches (ORGP), se reporter aux adresses des ORGP citées *supra*.

Fiches d'aide au contrôle

Plusieurs pêcheries, techniques de pêche ou espèces font l'objet de fiche d'aide au contrôle (FAC) élaborées par le Centre national de surveillance des pêches. Ces fiches ont pour objectif de fournir l'ensemble des informations réglementaires et techniques nécessaires au contrôle des pêches.

Ces fiches sont disponibles et tenue à jour sur le site « Légipêche » du CNSP (<http://legipeche.metier.intranets.developpement-durable.ader.gouv.fr>). Ce site n'est accessible qu'aux services de contrôle des pêches de l'Etat.

INTRODUCTION

- Le présent programme national de contrôle des produits de la pêche maritime et de l'aquaculture marine bisannuel 2016-2017 remplace le programme bisannuel de contrôle des pêches maritimes et des produits de la mer pour les années 2014-2015 mis en place par la note technique du 31 octobre 2014 (NOR : TRAM1408391N).

Il est applicable pour les années 2016 et 2017.

La forme de ce programme est le document de base, définissant un cadre, pour les directions élaborant les plans de façade, régionaux et interrégionaux conformément à l'Instruction du Gouvernement du 17 février 2015.

- Le respect des obligations déclaratives par tous les opérateurs de la filière pêche conditionne le respect par les autorités françaises de l'obligation de transmettre aux institutions européennes, aux ORGP et aux organismes scientifiques les données relatives aux captures et à l'effort de pêche. Elles sont essentielles pour permettre un contrôle croisé efficace et permettre ainsi la validation des données. Elles sont le support de la lutte contre la pêche INN et du système de traçabilité, toutes les captures devant être documentées et tracées. Elles sont aussi essentielles à l'évaluation de l'état des ressources halieutiques.

Pour toutes ces raisons, le respect des obligations déclaratives, tant du point de vue de leur rendu que de celui de leur qualité, demeure **l'objectif prioritaire du programme 2016-2017**.

L'atteinte de cet objectif est primordiale car ce dernier conditionne par ailleurs le respect par les autorités françaises du plan d'action pour corriger les déficiences du système français de contrôle de la pêche adopté par la Commission européenne par décision d'exécution du 06 juin 2014.

La poursuite de cet objectif se fait conformément aux instructions prévues dans la note technique du 2 juin 2014 relative au contrôle des obligations déclaratives et aux directives adoptées en Comité national de suivi des obligations déclaratives.

- La mise en place du nouveau règlement n° 1380/2013 du 11 décembre 2013 relatif à la politique commune de la pêche (PCP) a entraîné des obligations nouvelles, dont l'élimination progressive des rejets. La mise en cohérence des réglementations relatives au contrôle, notamment des obligations déclaratives concernées, a été effectuée en 2015. Elle va cependant nécessiter encore des développements techniques avant de pouvoir donner son plein effet.

L'obligation de débarquement ne modifie pas les objectifs de contrôle, elle constitue un élément supplémentaire pris en compte dans l'analyse et la gestion des risques qui préside à la mise en œuvre des contrôles et inspections.

Des notes spécifiques d'information sont transmises aux services de contrôle au fur et à mesure de l'entrée progressive de l'obligation de débarquement.

- Le nouveau cadre de mesures techniques a été présenté par la Commission européenne pour discussion devant le Conseil des Ministres de l'Union Européenne et le Parlement européen.
- Les dispositions réglementaires relatives à la gestion et au contrôle des pêches sont désormais codifiées dans la partie réglementaire du code rural et de la pêche maritime.
- Le programme 2016-2017 concerne les eaux et territoires français communautaires (métropole, régions et départements d'outre-mer) ainsi que l'activité des navires qui y sont immatriculés. Les autres pays et territoires d'outre-mer pour lesquels l'Etat a conservé une compétence en matière de contrôle des pêches maritimes (Saint-Pierre-et-Miquelon, Terres Australes et Antarctiques Françaises et îles Éparses, Wallis et Futuna et Polynésie Française) peuvent également faire l'objet de consignes, notamment dans le cadre de la réglementation relative à la lutte contre la pêche INN.
- Le contrôle des produits de la pêche maritime et de l'aquaculture marine demeure toujours marqué par des **audits et des missions de vérification de la Commission européenne**.
- **Une note technique spécifique interviendra en 2016 pour la mise en œuvre de l'analyse et de la gestion des risques à destination des services en charge de la coordination des contrôles conformément à l'Instruction du Gouvernement du 17 février 2015.**

Le présent plan national de contrôle fixe uniquement dans les cas prévus par la réglementation européenne pour les pêcheries soumises à programme spécifique d'inspection et de contrôle les objectifs de contrôle par catégorie de risques.

I Régimes d'inspection particuliers relatifs aux espèces soumises à plan pluriannuel, aux programmes spécifiques de contrôle et d'inspection (SCIP) et aux plans de gestion en Méditerranée

1 Espèces communautaires soumises à plan pluriannuel

Les plans pluriannuels établissent des objectifs en vue d'une gestion durable des stocks et précisent les moyens de les atteindre. Ils permettent de maintenir l'exploitation des ressources à un niveau qui assure un rendement optimal à long terme (le rendement maximal durable) et de reconstituer les stocks surexploités. **Chaque plan pluriannuel détermine les limites de captures et l'effort de pêche maximal pour les années à venir, sur la base de données scientifiques chiffrées.**

La **circulaire DPMA/SDRH/C2011-9627 du 02 août 2011** détaille les mesures communes à toutes les espèces soumises à un plan pluriannuel.

1.1 Espèces concernées selon leurs zones de capture

- **sole** (*Solea solea* - SOL) en Manche occidentale et dans le golfe de Gascogne ;
- **merlu** (*Merluccius merluccius* - HKE) du nord et austral dans les eaux occidentales de l'Atlantique nord ;

1.2 Orientations et objectifs de contrôle

Le premier objectif du contrôle des espèces soumises à un plan pluriannuel est le **respect des quotas de captures et d'effort de pêche**. Ce contrôle s'effectue **en priorité au débarquement**.

Le règlement (CE) n°1224/2009 dans son annexe I détermine le régime d'inspection des espèces soumises à plan pluriannuel en fixant des **critères de référence particuliers** :

débarquement / première vente / critères fixes
• espèces soumises à plans pluriannuels sauf thon rouge et SCIP
<ul style="list-style-type: none">• 20% des quantités débarquées de chaque espèce ;• 5% des quantités de chaque espèce mise en première vente.
autres contrôles / critères fluctuants
• espèces soumises à plans pluriannuels sauf thon rouge et SCIP
Contrôles concernés : <ul style="list-style-type: none">• contrôles en mer (sauf cabillaud) ;• surveillance aérienne (sauf cabillaud) ;• transbordement (sauf thon rouge), contrôles commercialisation hors criée et transport.

2 Espèces soumises à programme spécifique de contrôle et d'inspection

2.1 Espèces pélagiques

a) Espèces concernées selon leurs zones de capture

- **Hareng** (*Clupea harengus* - HER), **maquereau** (*Scomber scombrus* - MAC), **chinchard** (*Trachurus spp.* - JAX), **merlan bleu** (*Micromesistius poutassou* - WHB), **sanglier de mer** (*Capros aper* - BOR), **anchois** (*Engraulis encrasicolus* - ANE), **petite argentine** (*Argentina silus* - ARU), **sardine** (*Sardina pilchardus* - PIL) et **sprat** (*Sprattus sprattus* - SPR) (espèces prises ensemble ou séparément) capturés dans les eaux de l'Union européenne des zones CIEM V à IX et de la zone CIEM IVa (Mer du Nord septentrionale pour le **maquereau** et le **hareng**. Sont également concernés :
 - pour les **harengs** : zones CIEM I, II, III a, IV, V b, VI et VII (régime accord UE-Norvège) ;
 - pour les **maquereaux et pour les chinchards** : zones CIEM II a, III a, IV, Vb, VI, VII, VIII, IX, X, XII, XIV et dans les eaux de la COPACE par des navires communautaires ou de pays tiers (régime accord UE-Norvège) ;
- **anchois** (*Engraulis encrasicolus* - ANE) capturés dans la zone CIEM VIII (régime accord franco-espagnol).

b) Évaluation du risque de conformité

Le **taux de conformité** (nombre d'inspections sans infraction relevée / nombre d'inspections menées) des navires soumis au SCIP en 2015 était relativement élevé puisqu'il était de **93% en mer et de 89% au débarquement**.

c) Gestion des risques et objectifs de contrôle associés

Les objectifs de contrôle s'appliquent par pêcheurie :

- Anchois : Navires titulaires de licence anchois
- Maquereau, Hareng et Chinchard : Navires pêchant plus de 10 tonnes par an de ces espèces.

La spécificité de la pêcheurie de merlan bleu implique un objectif particulier de contrôle à savoir une inspection au débarquement par an.

La gestion des risques doit *a minima* tenir compte des éléments suivants :

- Disponibilité du quota,
- Taux de conformité de la flottille,
- Modalités de débarquement et/ou de vente : débarquement dans un port désigné ou non, pesée au débarquement ou après transport, vente en halle à marée ou auprès d'un autre opérateur.

Les **objectifs de contrôle en mer** se répartissent comme suivent :

Anchois

Niveau de risque	Objectif
Très faible	0,5% des marées
Faible	1% des marées
Moyen	1,5% des marées
Elevé	2,5% des marées
Très important	5% des marées

Hareng, maquereau, chinchard

Niveau de risque	Objectif
Très faible	0,5% des marées
Faible	1% des marées
Moyen	2,5% des marées
Elevé	5% des marées
Très important	10% des marées

Ces objectifs sont poursuivis dans le cadre du plan de déploiement commun coordonné par l'Agence européenne de contrôle des pêches.

Il est à souligner que :

- Les contrôles en mer comprennent les inspections en mer et la surveillance aérienne,
- Les objectifs peuvent être diminués de moitié lorsque les navires effectuent des marées dont la durée est inférieure à 24 heures.

Les **objectifs de contrôle à terre** se répartissent ainsi pour les pêcheries soumises à SCIP :

Anchois

Niveau de risque	Objectif
Très faible	0,5% des volumes débarqués d'anchois
Faible	1% des volumes débarqués d'anchois
Moyen	2,5% des volumes débarqués d'anchois
Elevé	5% des volumes débarqués d'anchois
Très important	10% des volumes débarqués d'anchois

Hareng, maquereau, chinchard

Niveau de risque	Objectif
Très faible	1% des volumes débarqués de maquereau, hareng et chinchard
Faible	3% des volumes débarqués de maquereau, hareng et chinchard
Moyen	7,5% des volumes débarqués de maquereau, hareng et chinchard
Élevé	15% des volumes débarqués de maquereau, hareng et chinchard
Très important	15% des volumes débarqués de maquereau, hareng et chinchard

Il est à souligner que, dans le cadre du SCIP « pélagiques » :

- les contrôles à terre comprennent d'abord les inspections au débarquement mais également pour les débarquements n'ayant pu être inspectés, les contrôles documentaires et les contrôles réalisés lors de la première mise sur le marché.
- **Les objectifs peuvent être réduits de moitié par catégorie si aucun navire de la catégorie n'effectue de débarquement supérieur à 10 tonnes de ces espèces.**

2.2 Cabillaud en Manche/mer du Nord et Sole et Plie en mer du Nord

a) Évaluation du risque de conformité

La pêche est considérée comme très marginale en Bretagne et ne fera pas l'objet de mesures spécifiques de contrôle.

Le **taux de conformité** (nombre d'inspection sans infraction relevée / nombre d'inspection menées) des navires titulaires d'une autorisation européenne de pêche soumise au SCIP en 2015 était relativement élevé puisqu'il était de **90% en mer et de 91% au débarquement**.

b) Gestion des risques et objectifs de contrôle associés

Les objectifs de contrôle s'appliquent donc aux navires immatriculés en région Normandie et Nord-Pas de Calais.

Cette gestion des risques doit *a minima* tenir compte des éléments suivants :

- Disponibilité du quota,
- Taux de conformité de la flottille,
- Modalités de débarquement et/ou de vente : débarquement dans un port désigné ou non, pesée au débarquement ou après transport, vente en halle à marée ou auprès d'un autre opérateur.

Les **objectifs de contrôle en mer** se répartissent ainsi :

Niveau de risque	Objectif
Très faible	0,5% des marées
Faible	1% des marées
Moyen	1,5% des marées
Elevé	2,5% des marées
Très important	5% des marées

Ces objectifs sont poursuivis dans le cadre du plan de déploiement commun coordonné par l'Agence européenne de contrôle des pêches.

Il est à souligner que :

- Les contrôles en mer comprennent les inspections en mer et la surveillance aérienne,
- Les objectifs peuvent être diminués de moitié lorsque les navires effectuent des marées dont la durée est inférieure à 24 heures.

Les **objectifs de contrôle à terre** se répartissent ainsi pour les pêcheries soumises à SCIP :

Niveau de risque	Objectif
Très faible	0,5% des volumes débarqués de cabillaud, sole et plie
Faible	1% des volumes débarqués de cabillaud, sole et plie
Moyen	2,5% des volumes débarqués de cabillaud, sole et plie
Elevé	5% des volumes débarqués de cabillaud, sole et plie
Très important	7,5% des volumes débarqués de cabillaud, sole et plie

Il est à souligner que pour ce SCIP les contrôles à terre comprennent d'abord les inspections au débarquement mais également pour les débarquements n'ayant pu être inspectés, les contrôles documentaires et les contrôles réalisés lors de la première mise sur le marché.

2.3 Grands migrateurs en Atlantique Est et en Méditerranée

Compte tenu des enjeux de protection sur le thon rouge, il est demandé de porter une grande attention aux mesures particulières à cette pêcherie et d'en assurer un strict respect.

Les objectifs de contrôle doivent désormais concilier une approche quantitative (respect des objectifs cibles) et une approche qualitative (utilisation de l'analyse de risques). Les évolutions d'activité d'une année sur l'autre peuvent amener les services à revoir leurs objectifs de contrôle compte tenu des informations dont ils disposent et qu'ils doivent utiliser.

a) **Espèces concernées dans l'Atlantique Est et en Méditerranée**

- Thon rouge (*Thunnus thynnus* - BFT) ;
- Thon germon (*Thunnus alalunga* - ALB) ;
- Espadon (*Xiphias gladius* - SWO).

b) **Mesure de la taille minimale**

Il est demandé une vigilance particulière sur la procédure de **mesure de la taille des thonidés et des istiophoridés** conformément à l'article 10 du règlement (CE) n°520/2007 :

- *pour toutes les espèces, sauf les istiophoridés* : mesure en longueur fourche, c'est-à-dire la distance en projection verticale entre l'extrémité de la mâchoire supérieure et l'extrémité du rayon caudal le plus court ;
- *pour les istiophoridés* (espadon, makaire, voilier) : mesure de la pointe de la *mâchoire inférieure* à la fourche de la nageoire caudale.

c) **Stratégie de gestion des risques**

En combinant les éléments de l'analyse des risques existant sur les pêcheries du thon rouge en Atlantique et en Méditerranée et de l'espadon en Méditerranée, les autorités françaises ont établi une stratégie de gestion des risques visant à assurer le respect des règles en vigueur. La procédure d'analyse de risque figure en annexe 1 de la présente note technique.

d) **Cas particulier du thon rouge**

Une attention particulière devra être portée aux dispositions techniques suivantes :

- Taille / poids minimaux,
- Engins de pêche,

- Période de pêche,
- Prises accessoires,
- Obligations déclaratives.

La stratégie de gestion des risques concernant le thon rouge est définie comme suit :

- **Tous les débarquements et transferts de thon rouge par les navires français font l'objet d'un contrôle documentaire préalable.**

Ce contrôle est réalisé par le CNSP dès la réception du préavis de débarquement ou de la demande d'autorisation préalable de transfert. Ce contrôle vise à s'assurer des éléments fondamentaux suivants :

- Autorisation de pêche du navire ;
- Respect de la période de pêche affectée au métier considéré ;
- Disponibilité du quota ;
- Émission VMS ;
- Équipement et transmission du journal de pêche électronique, le cas échéant.

Lorsque le résultat du contrôle documentaire initial fait état d'une infraction à la réglementation en vigueur :

- Aucun transfert n'est autorisé,
- Le débarquement est suspendu dans l'attente de la mise en œuvre d'une inspection physique
- **Des inspections en mer sont conduites selon les niveaux d'inspection définis par les autorités françaises, conformément à la décision d'exécution C(2014)1017 de la Commission du 19 mars 2014**

Les objectifs sont déclinés par façade maritime car les activités de pêche du thon rouge sont distinctes entre l'Atlantique et la Méditerranée. Les inspections en mer recouvrent les inspections réalisées par des moyens nautiques et/ou des moyens de surveillance aérienne.

Le niveau d'inspection en mer est défini sur une base annuelle, et sauf mention contraire, exprimé en proportion des marées effectuées par les navires pendant leur période d'autorisation, selon chaque niveau de risque. L'analyse de risque réalisée sur les flottilles de chacune des deux façades conduit la France à définir les objectifs d'inspection suivants :

Méditerranée

Flottille	Niveau de risque identifié	Objectifs d'inspection
	Très faible	0,5%
Palangre (petits métiers hauturiers)	Faible	1%
Canne-ligne	Moyen	1,5%
Palangre (petits métiers)	Elevé	2,5%
Senneurs	Très élevé	5%
Senneurs	Indépendamment du niveau de risque	L'objectif est d'inspecter un maximum de transferts de thon rouge vivant avec les remorqueurs

Atlantique

Flottille	Niveau de risque identifié	Objectifs d'inspection
Ligne	Très faible	0,5%
Palangre	Faible	1%
Chalut	Moyen	1,5%
Canne	Elevé	2,5%
	Très élevé	5%

- Des inspections au port sont conduites selon les niveaux d'inspection définis par les autorités françaises, conformément à la décision d'exécution susvisée.

Ces objectifs sont déclinés par façade maritime car les activités de pêche du thon rouge sont distinctes entre l'Atlantique et la Méditerranée. Les inspections au port recouvrent les inspections au débarquement et les inspections réalisées sur les premières ventes immédiatement après le débarquement. Ils n'incluent pas les inspections en filière aval après la première vente et les contrôles documentaires.

Le niveau d'inspection au port est défini sur une base annuelle, et exprimé en pourcentage des quantités de thon rouge débarquées par les navires de pêche, pour chaque niveau de risque. L'analyse de risque réalisée sur les flottilles de chacune des deux façades conduit la France à définir les objectifs d'inspection suivants :

Méditerranée

Flottille	Niveau de risque identifié	Objectifs d'inspection
	Très faible	5%
Palangre (PH)	Faible	10%
Palangre (PM)	Moyen	20%
Canne-ligne Chalutiers prises accessoires	Elevé	30%
Senne	Très élevé	100%

Atlantique

Flottille	Niveau de risque identifié	Objectifs d'inspection
Ligne	Très faible	5%
Palangre	Faible	10%
Chalutiers	Moyen	20%
Canne Prises accessoires	Elevé	30%

- **Des inspections en filière aval sont conduites selon une analyse de risque réalisée localement par les services et sur information ponctuelle.**

L'objectif des inspections en filière aval est de s'assurer de la conformité du produit mis en vente. Une inspection dans la filière peut être déclenchée lorsqu'un navire ciblé pour une inspection au débarquement n'a pas pu être inspecté pour des raisons opérationnelles.

L'inspection en filière aval donne lieu au contrôle des éléments de base suivants :

- Respect de la taille minimale ;
- **Documentation complète et conforme du poisson au format requis (*Electronic Bluefin Tuna Catch Documentation* - eBCD) ; le passage en 2016 à ce nouveau format d'établissement et de suivi doit faire l'objet d'une attention particulière**
- Respect de l'obligation de transmission des notes de vente.

L'inspection en filière aval donne également lieu à une série de vérifications approfondies, liées à la légalité de la capture et du débarquement.

- **Des contrôles documentaires sont menés par les services déconcentrés**

Ces contrôles, complémentaires à ceux du CNSP, peuvent être menés de façon aléatoire sur les navires relevant du ressort du service administratif en charge des contrôles croisés, ou être déclenchés suite à une suspicion ou une information ponctuelle. Un contrôle documentaire peut être déclenché lorsqu'un navire ciblé pour une inspection au débarquement n'a pas pu être inspecté pour des raisons opérationnelles.

Il s'agit de croiser les différentes sources documentaires disponibles, et notamment :

- Préavis de débarquement ;
- Journal de pêche et déclaration de débarquement ;
- Note de vente ;
- Données VMS.

e) **Espadon**

- **Des inspections en mer sont conduites selon les niveaux d'inspection définis par les autorités françaises, conformément à la décision d'exécution susvisée.**

Les inspections en mer recouvrent les inspections réalisées par des moyens nautiques et/ou des moyens de surveillance aérienne.

L'analyse de risque réalisée conduit la France à définir les objectifs d'inspection suivants pour l'espadon de Méditerranée :

Flottille	Niveau de risque identifié	Objectifs d'inspection
Senneurs	Très faible	La priorité est donnée au respect des mesures techniques et des périodes de fermeture.
Palangriers de moins de 10 mètres	Faible	
Palangriers de plus de 10 mètres	Moyen	
	Elevé	
	Très élevé	

- **Des inspections au port sont conduites selon les niveaux d'inspection définis par les autorités françaises, conformément à la Décision d'exécution susvisée.**

Les inspections au port recouvrent les inspections au débarquement et les inspections réalisées sur les premières ventes immédiatement après le débarquement. Ils n'incluent pas les inspections en filière aval après la première vente et les contrôles documentaires.

Le niveau d'inspection au port est défini sur une base annuelle, et exprimé en pourcentage des quantités d'espadon débarquées par les navires de pêche, pour chaque niveau de risque. L'analyse de risque réalisée conduit la France à définir les objectifs d'inspection suivants pour l'espadon de Méditerranée :

Flottille	Niveau de risque identifié	Objectifs d'inspection
Senneurs	Très faible	La priorité est donnée au respect des mesures techniques et des périodes de fermeture.
Palangriers de moins de 10 mètres	Faible	
Palangriers de plus de 10 mètres	Moyen	
	Elevé	
	Très élevé	

- **Des inspections en filière aval sont conduites selon une analyse de risque réalisée localement par les services et sur information ponctuelle.**

L'inspection en filière aval donne lieu à une série de vérifications approfondies, liées à la légalité de la capture et du débarquement pour s'assurer de la conformité du produit mis en vente.

L'inspection en filière aval donne lieu au contrôle prioritaire des éléments de base suivants :

- Respect de la taille minimale ;
- Documentation complète et conforme du poisson ;
- Respect de l'obligation de transmission des notes de vente.

- **Des contrôles documentaires sont menés par les services déconcentrés**

Ces contrôles peuvent être menés de façon aléatoire sur les navires relevant du ressort du service administratif en charge des contrôles croisés, ou être déclenchés suite à une suspicion ou une information ponctuelle. Il s'agit de croiser les différentes sources documentaires disponibles, et notamment :

- Journal de pêche et déclaration de débarquement ;
- Note de vente ;
- Données VMS.

Il est à souligner que pour le SCIP Grands Migrateurs en Atlantique Est et en Méditerranée afin d'atteindre les objectifs liés aux inspections au débarquement, pour les débarquements n'ayant pu être inspectés, les contrôles documentaires et les contrôles réalisés lors de la première mise sur le marché peuvent être valorisés.

3 Plans de gestion en Méditerranée

Les **enjeux de protection de la ressource** en Méditerranée sont devenus prioritaires avec la mise en place des plans de gestion et des mesures issues de la Commission Générale des Pêches pour la Méditerranée (CGPM) ainsi qu'avec la création d'une zone économique exclusive (ZEE) française..

L'application du règlement (CE) n°1967/2006 du Conseil du 21 décembre 2006 et du règlement (CE) n°1224/2009 du Conseil du 20 novembre 2009 implique de recentrer les actions de contrôle des pêches en Méditerranée sur des objectifs clairement définis. Les plans de façade et régional Méditerranée doivent intégrer ces objectifs.

Les services veilleront notamment au respect :

- du **maillage et des caractéristiques techniques autorisés pour les chalutiers** notamment la fin de la dérogation au maillage minimal (prévue par l'article 14.1 du règlement (CE) n° 1967/2006) ;
- des **tailles minimales de captures**
- de l'arrêté du 11 juillet 2011 relatif à l'interdiction de pêche à l'aide de filets maillants dérivants.
- de la réglementation relative aux **points de débarquement autorisés** en lien avec les travaux de concertation menés avec la profession
- du **box CGPM dans le Golfe du Lion** (établissement d'une zone de pêche à accès réglementé) : La recommandation CGPM/33/2009/1, transposée en droit communautaire par le Règlement (UE) n°1343/2011 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011, a établi une **zone de pêche à accès réglementé dans le Golfe du Lion** pour protéger les concentrations de poissons en période de frai et les habitats sensibles en eau profonde. Elle prévoit que l'effort de pêche exercé sur les stocks démersaux par les navires utilisant des filets remorqués, des palangres de fond et de demi-fond et des filets de fond ne pourra être supérieur à celui exercé en 2008 dans la zone de pêche à accès réglementé située dans l'est du Golfe du Lion et délimitée par les lignes joignant les coordonnées suivantes:
 - 42°40'N, 4°20' E;
 - 42°40'N, 5°00' E;
 - 43°00'N, 4°20' E;
 - 43°00'N, 5°00' E.

Par conséquent, seuls les navires inscrits sur une **liste notifiée à la CGPM** sont autorisés à pêcher dans la zone de pêche à accès réglementé dite « box CGPM. » Le passage sans action de pêche reste autorisé aux navires ne figurant pas sur cette liste. Dans cet objectif, le CNSP est requis sous l'autorité du DIRM pour la surveillance VMS permanente du box CGPM.

- **Lutte contre la pêche et la commercialisation de poisson sous taille** : l'éradication de la capture, de la détention, du débarquement et de la commercialisation de poisson sous taille est un objectif constant en Méditerranée. Cet objectif passe par des contrôles en mer, au débarquement et dans la filière aval. Une attention particulière doit être portée sur le respect de la taille minimale du merlu (HKE). Cet objectif implique les contrôles suivants :
 - vérification du **maillage et des autres mesures techniques sur les chaluts** : le règlement (CE) n° 1967/2006 dans son article 9 impose depuis le 1er juillet 2008 l'usage d'un filet à mailles carrées de 40 mm au niveau du cul de chalut ou par dérogation par un filet à mailles losange de 50 mm. Le contrôle de ces dispositions ainsi que du pourcentage d'espèces cibles pour les navires pêchant la sardine et l'anchois au chalut est un élément déterminant dans la lutte contre la capture de poisson sous taille. Les contrôles en mer et au débarquement doivent également veiller au respect des mesures techniques prévues à l'article 11 et à l'annexe I du règlement (CE) n° 1967/2006 ;
 - contrôles des **tailles minimales de capture au débarquement et dans la filière.**
- Lutte contre le **chalutage dans les 3 milles** conformément à l'article 13 du règlement (CE) n°1967/2006. Dans cet objectif, une surveillance aérienne renforcée doit être associée avec la surveillance en mer.
- Lutte contre le **braconnage et la pêche illégale, non déclarée et non réglementée**, qui concerne plus particulièrement le contrôle de la pêche sportive et de loisir.
- Application, le cas échéant, des **mesures de contrôle par l'Etat du port de la CGPM**, à savoir le contrôle de 15% de débarquements des navires des pays tiers (cf. point III 3) 3.1))

chalutiers et petits métiers méditerranéens / critères fluctuants
<p>Contrôles concernés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • contrôles en mer ; • surveillance aérienne ; • contrôle au débarquement (sauf thon rouge puisque pour cette pêcherie les critères spécifiques mentionnés au point 2.3 s'appliquent) ; • contrôles commercialisation et transport. <p>L' analyse de risque tient notamment compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des orientations prévues dans le plan de déploiement commun thon rouge ; • de la saisonnalité des pêcheries ; • de l'activité des flottilles de pêche ;

Une attention particulière devra être accordée au contrôle de la bonne mise en œuvre des mesures de gestion transitoires sur les pêcheries exploitant le merlu et le rouget de vase, que la France va mettre en œuvre dans l'attente du futur plan de gestion communautaire pour les espèces démersales de Méditerranée occidentale.

II Autres orientations et objectifs de contrôle (métropole)

1 Objectifs globaux

Les services chargés du contrôle des pêches doivent plus particulièrement viser les situations où **le non-respect des obligations déclaratives par les capitaines des navires et l'ensemble des opérateurs** de la filière pêche est susceptible de se produire. En effet l'analyse nationale indique qu'il s'agit de la première cause d'infraction.

Le respect des objectifs obligatoires assignés par la réglementation peut amener à réduire l'espacement des contrôles au regard de la charte nationale de contrôle des pêches.

2 Inspections en mer et surveillance aérienne

Les objectifs doivent être ventilés façade par façade et dans certains cas par zone en fonction des pêcheries concernées.

3 Inspections au débarquement et au transbordement dans les ports

Les objectifs doivent être ventilés façade par façade et dans certains cas par ports/départements/régions en fonction des pêcheries concernées.

3.1 Contrôle au débarquement

Certains critères fixes demeurent :

- **Espèces régulées en provenance des zones couvertes par une organisation régionale de gestion des pêches (ORGP)** (pour la métropole, cela concerne la CPANE et la CGPM)
 - **CGPM :**
15 % du nombre total des entrées des navires dans les ports désignés doivent être inspectées par les autorités de contrôle de l'Etat du port. Afin de respecter cette obligation, **les thoniers senneurs sous pavillon tiers (par ex. Libye) dans le port de Sète constituent la cible des contrôles.** La DIRM Méditerranée doit intégrer ces contrôles dans le plan de façade Méditerranée.
 - **CPANE / NEAFC :**
15 % des débarquements ou transbordements des navires des autres parties contractantes doivent être inspectés par les autorités de contrôle de l'Etat du port.
- **5 % des débarquements pour les espèces capturées par des navires battant le pavillon de pays tiers à l'Union européenne** débarquant dans un port désigné de métropole

3.2 Contrôle au transbordement dans les ports

Espèces concernées :

- les espèces marines capturées par des navires pays tiers à l'Union européenne transbordant dans un port désigné de métropole

Rappel : le transbordement en mer est interdit dans les eaux de l'Union européenne.

4 Inspections de la filière

4.1 Objectifs globaux

Le respect des objectifs obligatoires assignés par la réglementation peut amener à réduire l'espacement des contrôles au regard de la charte nationale de contrôle des pêches du

La fongibilité du nombre d'inspections à terre est asymétrique. Il est **possible de réduire le nombre d'inspections concernant les poissonniers, les restaurateurs et les grandes et moyennes surfaces (GMS)** au profit du nombre d'inspections concernant :

- les halles à marée ;
- les points de débarquements ;
- les mareyeurs/grossistes ;
- les moyens de transport.

L'inverse n'est en revanche pas possible.

Les inspecteurs doivent notamment veiller au contrôle des dispositions suivantes :

- **documents d'accompagnement** (notamment la déclaration de transport ou document équivalent comme la déclaration de débarquement ou le journal/fiche de pêche, les certificats de capture le cas échéant) et leur correspondance avec les espèces et les quantités effectivement transportées;
- **taille/poids minimaux** des poissons, **normes de commercialisation, étiquetage** ;
- **obligations déclaratives** pour les opérations de première vente (déclaration de prise en charge, note de vente) ;
- obligations relatives à la **pesée** (système et enregistrement), y compris au respect des règles relatives à la pesée après transport.
- contrôle de la traçabilité, conformément à la note technique du 16 octobre 2015, en cas de suspicion d'infraction.

4.2 Inspection de la commercialisation

Critères de référence fixes pour les premières ventes en criée d'espèces soumises à plan pluriannuel ou d'espèces pélagiques régulées

Régions littorales	Première vente <u>en criée</u> / critères fixes espèces soumises à plans pluriannuels selon zone de capture
<ul style="list-style-type: none">• Manche est/Mer du Nord• Nord Atlantique/Manche ouest• Sud Atlantique• Méditerranée	<ul style="list-style-type: none">• Espèces soumises à plan pluriannuel : 5% des quantités de soles (manche ouest et golfe Gascogne) et de merlus vendues en criée de chaque espèce.• Espèces pélagiques, cabillaud, sole et plie de la mer du Nord et thon rouge seront contrôlées conformément au régime d'inspection des SCIP.

L'analyse de risque devra tenir compte des éléments suivants :

- Complétude des obligations déclaratives
- Conformité des opérations de pesée, notamment quand l'opérateur assure cette obligation après transport des captures depuis le lieu de débarquement, conformément aux dérogations permises dans le cadre de l'article 61 du règlement (CE) n°1224/2009

5 **Contrôle du transport et aux postes frontaliers**

Les contrôles devront prioritairement porter sur les transports de produits de la pêche liés à une dérogation permettant la pesée après transport depuis le lieu de débarquement.

Ces inspections doivent être effectuées sur les **grands axes de circulation** (péages frontaliers) et au **départ/à l'arrivée dans les ports de pêche/plates-formes de commercialisation** pour s'assurer que les véhicules disposent bien des **documents d'accompagnement obligatoires notamment le document de transport ou de niveau équivalent** (comme une copie de la déclaration de débarquement ou une copie des feuilles du journal de pêche/fiche de pêche ou pour les déclarations électroniques, une copie imprimée de ces documents).

Les contrôle aux postes d'inspection frontaliers des produits de la pêche importés des pays tiers à l'Union européenne couverts par le règlement (CE) n°1005/2008 ont été introduits par la réglementation communautaire sur la lutte contre la pêche INN et sont délégués à la douane.

6 **Contrôles en régions non littorales**

Les contrôles en région non littorales sont réalisées par les unités des DDPP et de la gendarmerie sous la coordination des DIRECCTE. Les inspections sont programmées sur la base d'une analyse de risque et par sélection aléatoire.

Les DIRECCTE et les DDPP communiquent à la DPMA les lignes directrices mises en œuvre dans leur ressort géographique à la DPMA. L'analyse de risques mise en œuvre dans les régions non littorales tient compte notamment des volumes commercialisés et de la valeur des produits. La date du dernier contrôle et la découverte d'infractions lors du dernier contrôle font également partie des critères de sélection.

7 Régimes d'inspection particuliers relatifs à certaines pêcheries

7.1 Espèces d'eau profonde et flétan noir

Les pêcheries d'espèces d'eau profonde connaissent des mesures spécifiques de gestion et de conservation. Les unités de contrôle impliquées dans leur surveillance doivent en assurer le strict respect.

Du fait de la réduction significative de la flotte, les **objectifs de contrôles peuvent être adaptés en conséquence tout en veillant au respect des ports désignés.**

Afin de s'assurer que **l'obligation de détention d'une autorisation** de pêche a été respectée, des **contrôles croisés** sont réalisés avec les données de captures issues des journaux de pêche et des déclarations de débarquements, les données VMS et les données de ventes.

Les navires déclarant régulièrement des quantités de **100 kg ou plus d'espèces d'eau profonde** par marée et les navires déclarant de la **lingue bleue capturée en zone CIEM VIa** font l'objet d'une **surveillance particulière.**

Des contrôles portant sur les **transports en provenance des bases avancées** pour les navires français débarquant hors de France impliqués dans cette pêche doivent être organisés régulièrement.

Le CNSP assure **une surveillance automatique des zones d'habitats vulnérables** situés en eau profonde à l'aide des données VMS et informe la DDTM-DML du port d'immatriculation des navires en infraction de façon à ce qu'ils fassent l'objet d'un ciblage prioritaire lors des contrôles au débarquement.

Les objectifs suivants par ports doivent être atteints :

port	nombre de contrôles au débarquement
Finistère (Brest, Douarnenez, Le Guilvinec, Saint-Guérolé, Concarneau)	7
Morbihan (Lorient)	5
Nord Pas de Calais/Picardie (Boulogne)	5

Cas particulier des navires débarquant en base avancée : des contrôles du transport, lorsque les camions contenant les captures de ces navires arrivent en criée, doivent être organisés et peuvent se substituer aux contrôles au débarquement à hauteur de 50 %.

7.2 Filets fixes dans les zones CIEM IIIa, IVa, Vb, VIa et b, VIIb, c, j, k, VIII, IX, X et XII

La surveillance des activités liées à la pose de filets profonds doit être assurée conformément aux dispositions prévues par l'article 34 ter du règlement n° 850/98 modifié portant mesures techniques

filets fixes CIEM IIIa, IVa, VIa et b, VIIb, c, j, k, VIII, IX, X et XII / critères fixes
<ul style="list-style-type: none">• 15 % au moins des navires titulaires d'une autorisation de pêche « filets fixes » et susceptibles de pêcher en zones CIEM III a, IV a, V b, VI a, VI b, VII b, c, j, k et XII à l'est de 27°W avec des filets entre 100 mm et 130 mm et déployés entre 200 et 600 m de fond doivent faire l'objet d'une inspection avant leur départ d'un port français (les navires visés sont en majeure partie des navires français à capitaux communautaires). Le résultat de ces inspections sera transmis par le CNSP aux autorités irlandaises, afin notamment de limiter les risques de double contrôle.

7.3 Espèces amphihalines

Compte tenu des **enjeux de protection sur des espèces considérées comme menacées, vulnérables ou en voie d'extinction**, notamment comme l'anguille classée à l'annexe II de la CITES depuis 2009 et qui fait également l'objet d'un plan national de gestion, il est demandé de porter une attention particulière à ces mesures et d'en assurer le respect.

a) Anguille (*Anguilla anguilla*) y compris le stade civelle

Les dispositions suivantes s'appliquent dans les eaux maritimes et dans les eaux situées entre la limite transversale de la mer et la limite de salure des eaux, y compris lagunes et étangs salés pour l'ensemble des façades maritimes métropolitaines, Manche Mer-du-Nord, Atlantique, Méditerranée et Corse.

- **Obligations déclaratives – mesures nationales dérogatoires**

Obligation des producteurs :

- inscription des captures sur le **journal de pêche et la fiche de pêche** (y compris les pêcheurs à pied) :
 - dès les premiers cent grammes pêchés pour les anguilles de moins de 12 cm (**civelle**) ;
 - dès le premier kilogramme pêché pour les **anguilles jaunes et argentées** ;
 - les **quantités** enregistrées dans la déclaration de débarquement et la note de vente doivent être **exactes**, la déclaration devant intervenir après la pesée des produits ;
 - application de la **marge de tolérance de 10 %** :
 - pour toutes les quantités d'anguilles de moins de 12 cm (**civelle**) ;
 - au-delà de 50 kilogrammes pour les **anguilles jaunes et argentées** (seuil légal) ;
 - Indication du bassin géographique de capture ;
 - Transmission de la déclaration de pêche à France Agrimer dans les 24 heures suivant le débarquement ;
 - Transmission des éventuels documents de transport à la DDTM du lieu de débarquement dans un délai de 24 heures.

Obligations des opérateurs de mise sur le marché :

- Transmission de la note de vente dématérialisée par télédéclaration (www.franceagrimer.fr) ou transmission hebdomadaire du tableau de destination des civelles (consommation ou repeuplement) à la DPMA et à la DEB ;
- Déclaration de prise en charge pour les collecteurs avant la première vente ;
- Transmission des éventuels documents de transport à la DDTM du lieu de débarquement dans un délai de 24 heures.

Suivi des quotas de capture :

Dans le cadre du suivi des quotas de civelles, les DDTM-DML assurent localement un suivi des quantités de civelles débarquées par les pêcheurs sur la base des déclarations de captures transmises. Cette information est ensuite communiquée de manière hebdomadaire à la DPMA et à la DIRM territorialement compétente.

- **Autres dispositions spécifiques**
 - Détention des **autorisations** de pêche nationale (licence CMEA et licence anguille) ;
 - interdiction de la pêche de la civelle dans les **Unités de Gestion Anguille Rhône-Méditerranée et Corse** ;
 - **interdiction de la pêche de loisir** en ce qui concerne la pêche de la civelle ;
 - détention d'un **agrément sanitaire** par l'opérateur effectuant des activités de manipulation d'anguille.
 - Détention d'un **agrément zoosanitaire** pour les installations de stockage.
- **Orientations et objectifs de contrôle**

Les services de contrôle apportent une attention particulière à la lutte contre les activités de **braconnage** et contre les **réseaux illicites de distribution**.

Dans ce cadre, ils recueillent et mettent à profit les informations mises à disposition par l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP).

La lutte contre la pêche illicite commence par le respect des obligations déclaratives du producteur au mareyeur/exportateur afin d'assurer une traçabilité complète des captures d'anguille et de s'assurer de la licéité de leur pêche.

Compte tenu du caractère amphihalien de l'anguille et de l'organisation de la commercialisation, des **opérations de contrôles conjoints entre les services** compétents dans le domaine de la pêche maritime et de la pêche fluviale doivent être régulièrement organisées.

b) Esturgeon européen (*Acipenser sturio*)

L'arrêté du 20 décembre 2004 relatif à la protection de l'espèce *Acipenser sturio* édicte une **interdiction en matière de destruction, mutilation, capture, enlèvement, transport, mise en vente, vente ou achat**.

Tout esturgeon européen capturé accidentellement doit être remis à l'eau ou, lorsqu'il y a un programme de recherche en vue de la restauration de la population, et à la demande du service chargé de la pêche, conservé vivant et déclaré dans les plus brefs délais au responsable du programme pour utilisation à des fins scientifiques ou dans le cadre d'opérations de restauration.

7.4 Espèces raies et requins

Les services de contrôle veilleront particulièrement au respect :

- des **interdictions de pêche** ;
- des **quotas** de captures ;
- des **obligations déclaratives** ;
- de l'interdiction de la découpe des ailerons ou « **finning** ».

La note récapitulative annuelle de la réglementation sur les raies et requins est disponible sur le site internet du MEDDE à <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Raie-et-requin.html>

7.5 Pêche maritime de loisir

Objectifs de contrôle :

Sans préjudice des mesures spécifiques relatives à la pêche récréative et sportive de certaines espèces marines comme le thon rouge et l'anguille, l'arrêté du 17 mai 2011 impose le **marquage de certaines espèces** capturées dans le cadre de la pêche maritime de loisir. C'est un élément déterminant dans la lutte contre la vente illégale de produits de la mer. Les services de contrôle veilleront au respect de cette mesure par les pêcheurs plaisanciers ainsi qu'au respect des **tailles/poids minimaux de capture et le cas échéant des quotas et déclarations de captures**.

La **circulaire DPMA/SDRH/C2011-9616 du 17 mai 2011** relative à la lutte contre le braconnage dans le secteur de la pêche de loisir encourage la mise en place de conventions relatives à la lutte contre le braconnage dans le secteur de la pêche maritime de loisir. Ces conventions devront s'inscrire dans le cadre (inter) régional des orientations de contrôle des pêches déterminée par les DIRM et DM, et dans le cadre de la politique de contrôle du présent programme national.

III Pêche à pied

La pêche à pied professionnelle, qui regroupe environ 1 300 personnes, a gagné au cours de ces dernières années en visibilité par un effort soutenu de structuration et doit être considérée comme une profession à part entière.

La filière a connu en 2014 des difficultés économiques importantes sur presque l'ensemble des façades maritimes en raison de fortes mortalités affectant les gisements naturels coquilliers. **Un plan d'action**, regroupant onze partenaires (CNPMM, DPMA, DGAL, ENIM, MSA, DAM...) et dont la DPMA assure le pilotage, a été mis en place, en partenariat avec la profession, afin de répondre à la crise par des actions à la fois conjoncturelles et structurantes.

Le plan d'action pour la pêche à pied identifie le contrôle des activités de pêche à pied comme un axe d'action pour renforcer les conditions de l'exploitation durable des ressources sur le moyen et long terme et assurer la viabilité économique des entreprises en luttant contre les prélèvements illégaux.

L'effort de contrôle doit porter sur les points critiques de la filière, **en particulier la première vente**, et incorporer la traçabilité dans la méthode de contrôle.

Concernant le contrôle des activités de pêche elles-mêmes, il porte sur les trois points suivants :

- la régularité de la situation administrative du pêcheur (détection d'un permis valide, détention d'une licence, détention des timbres, contrat avec un centre d'expédition, *etc.*) ;
- la régularité de l'activité de pêche (procédé de pêche, engin, taille des organismes pêchés, période, zone, *etc.*) ;
- la conformité avec d'autres réglementations (*eg* les restrictions de pêche liées aux zones Natura 2000). Pour ce qui est de la question particulière de l'application de la réglementation sur la sécurité des navires, la DAM conduit à l'heure actuelle un plan de régularisation de la situation des navires utilisés dans l'activité de pêche à pied professionnelle. Les services de contrôle se rapprocheront par conséquent du CSN compétent afin de connaître l'état d'avancement de ce plan dans leur zone d'action et ce qui peut être attendu des professionnels dans ce domaine.

En matière répressive, le recours à la sanction administrative au travers de la suspension du permis est jugé dissuasif et doit être à ce titre encouragé. Les modalités de mise en œuvre d'une telle procédure sont rappelées dans la circulaire de la DPMA du 24 décembre 2012 précisant l'application du décret relatif à la pêche à pied professionnelle (consultable sur <http://circulaire.legifrance.gouv.fr/>).

Toute inspection d'un pêcheur à pied professionnel fera l'objet d'une fiche SATI distincte. Les infractions constatées font l'objet d'une fiche SATI distincte pour chaque contrevenant avec mention du code NATINF approprié. Ces inspections ne relevant pas jusqu'à présent de directives communautaires, le renseignement des fiches SATI dans le cadre de cette pêcherie a pour objectif de quantifier les inspections et la pression exercée sur cette ressource.

Outre les contrôles de terrain, les DDTM veillent à la bonne information des professionnels sur le **remplissage des fiches de pêche** et assurent un contrôle de premier niveau de ces fiches. La qualité du remplissage des fiches conditionne en effet le bon suivi de l'état des gisements dans la perspective de leur exploitation durable. Dans le cas où la mauvaise qualité du remplissage d'une fiche la rend inexploitable, les DDTM sont les points de contact de FranceAgrimer, qui a été chargé de la saisie des fiches de pêche sur le plan national.

IV Orientations et objectifs de contrôle spécifiques outre-mer

Cette partie est applicable aux départements de la **Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, de La Réunion et de Mayotte** ainsi qu'aux collectivités d'outre-mer de **Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon**.

1 Orientations générales

1.1 Lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée en ce qui concerne les navires pays tiers

Compte tenu de la spécificité géographique de ces eaux, l'application du régime de lutte contre la pêche INN revêt une importance fondamentale dans les régions et départements d'outre-mer dans la mesure où :

- les **débarquements / transbordements** des produits de la pêche entrant dans le champ d'application du règlement (CE) n° 1005/2008 par les navires de pêche non français battant pavillon tiers à l'Union européenne n'ont lieu pour la France **que dans les régions d'outre mer** ;
- il existe une importante **activité de pêche INN de la part de navires pays tiers** à l'Union européenne dans les eaux communautaires et françaises particulièrement en Guyane ;
- les eaux des régions d'outre-mer **abritent certains stocks d'espèces particulièrement fragiles**.

Le **respect des dispositions des règlements (CE) n° 1005/2008 et n° 1010/2009** ainsi que des normes des **ORGP** doit y être tout particulièrement vérifié. Les plans de contrôle de chacune des régions concernées en feront une **priorité majeure**.

Les directions de la mer ainsi que la direction des territoires, de l'alimentation et de la mer de Saint-Pierre-et-Miquelon **transmettront sans délai au CNSP**, conformément au titre VI de la circulaire du 24 juin 2013 relative à l'organisation des missions du centre national de surveillance des pêches, **les rapports d'observation en mer d'activité INN et les copies des procès-verbaux d'infraction** constatée en mer et au débarquement, quelles que soient leurs suites et le lieu de leur commission, afin que des sanctions soient initiées conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 1005/2008 et des normes des ORGP.

1.2 Autres orientations

Les services chargés du contrôle des pêches doivent plus particulièrement viser **au respect des obligations déclaratives par les navires battant pavillon français**

Les entreprises de pêche de Guyane et de la Réunion bénéficiant de la compensation des surcoûts liés à l'ultrapériphéricité s'engagent à se soumettre à tous les contrôles diligentés par France AgriMer, les services de l'Etat ou l'Union européenne. Les services chargés du contrôle veilleront au respect des conditions d'éligibilité des entreprises aux mesures correspondantes du FEAMP lors de contrôles au débarquement des navires concernés.

2 Objectifs de contrôle

Les objectifs de contrôle sont ventilés région par région en fonction des pêcheries concernées et en fonction des types d'inspection.

2.1 Inspections en mer et surveillance aérienne

Les objectifs doivent être ventilés région par région et dans certains cas par zone en fonction des pêcheries concernées. Les critères de référence sont variables.

région	mer / air / critères fluctuants
<ul style="list-style-type: none"> • Antilles (DM Guadeloupe et Martinique) • Guyane (DM Guyane) • La Réunion (DM Sud océan Indien) • Saint-Pierre-et-Miquelon (DTAM) 	<p>Ces critères sont établis et mis à jour suivant une analyse de risques qui intègre l'activité INN des navires pays tiers et en tenant compte également :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des patrouilles programmées lors d'opérations conjointes de contrôle avec d'autres Etats dans le cadre des accords bilatéraux de coopération ; • de la saisonnalité des pêcheries et de la densité de l'activité des flottilles de pêche ; • des jours de patrouille en mer et des heures de vols disponibles. <p>Le nombre de jours de patrouille en mer et d'heures de vols doivent être déterminés globalement par façade ou détaillés par zones si pertinent.</p>

2.2 Inspections au débarquement et au transbordement dans les ports

Les objectifs doivent être ventilés région par région.

a) Critères de référence fixes (ORGP, navires pays tiers)

Les critères de référence sont **fixes** pour :

- les espèces régulées en provenance des zones ORGP, à savoir celle concernant la **CCAMLR**, la **CTOI** et l'**OPANO**, les espèces marines capturées par des **navires pays tiers** à l'Union européenne y compris les navires français battant pavillon des **TAAF**.

Région	Débarquement/transbordement/ORGP/ navires pays tiers/critères fixes
<ul style="list-style-type: none"> • Antilles (DM Guadeloupe et Martinique) • Guyane (DM Guyane) 	<ul style="list-style-type: none"> • les espèces en provenance des zones ORGP : <ul style="list-style-type: none"> • 100% des débarquements de légine capturée dans la zone de la CCAMLR (concerne La Réunion) ; • 100 % des débarquements de flétan noir capturé dans la zone de l'OPANO (concerne Saint-Pierre-et-Miquelon) ;

<ul style="list-style-type: none"> • La Réunion (DM Sud océan Indien) • Saint-Pierre-et-Miquelon (DTAM) 	<ul style="list-style-type: none"> • 15% du nombre de débarquements et transbordements d'espèces régulées et capturées dans la zone de l'OPANO (concerne Saint-Pierre-et-Miquelon) autres que le flétan noir ; • 5% du nombre de débarquements et de transbordements d'espèces régulées de poissons et capturées dans la zone de la CTOI (concerne La Réunion) ; • les espèces marines capturées par des navires pays tiers à l'Union européenne y compris les navires français battant pavillon des TAAF : 5% du nombre de débarquements d'espèces marines capturées par des navires pays tiers (concerne les Antilles, la Guyane et La Réunion).
---	--

b) Critères de référence fluctuants pour les autres espèces régulées

région	débarquement/transbordement/ d'autres espèces régulées
<ul style="list-style-type: none"> • Antilles (DM Guadeloupe et Martinique) • Guyane (DM Guyane) • La Réunion (DM Sud océan Indien) • Saint-Pierre-et-Miquelon (DTAM) 	<ul style="list-style-type: none"> • Espèces concernées : espèces régulées, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • la crevette et le vivaneau (Guyane) ; • les espèces « grands migrateurs » (Antilles et La Réunion) et notamment le marlin. •

2.3 Contrôle de la commercialisation et des transports

Les objectifs de contrôle sont ventilés région par région en fonction des pêcheries concernées et en fonction des types d'inspection.

Les cibles à privilégier sont :

- les points de débarquements ;
- les mareyeurs/grossistes ;
- les transporteurs.

a) Points généraux d'inspection (commercialisation et transport)

Les inspecteurs doivent notamment veiller au contrôle des dispositions suivantes :

- **documents d'accompagnement** (notamment la déclaration de transport ou document équivalent comme la déclaration de débarquement ou le journal/fiche de pêche, les certificats de capture le cas échéant) et leur correspondance avec les espèces et les quantités effectivement transportées;
- **taille/poids minimal des poissons, normes de commercialisation, étiquetage** ;

- **obligations déclaratives pour les opérations de première vente** (déclaration de prise en charge, note de vente) ;
- **obligations relatives à la pesée** (système et enregistrement).

b)) Valeurs guides (commercialisation et transport)

Région	points de débarquement (hors inspection au débarquement)	mareyeurs /grossistes	véhicules	restaurants	vente au détail (GMS, poissonnerie, vente directe)	total
Guadeloupe	5	10	5	20	10	50
Guyane	3	10	7	30	30	80
Martinique	5	10	5	16	16	52
Réunion	/	5	5	20	10	40
Mayotte	/	6	/	15	10	31

3 Orientations spécifiques en Guyane

En Guyane, en sus des points de contrôle mentionnés ci-dessus, les services chargés du contrôle veillent plus particulièrement aux points suivants :

3.1 Lutte contre la pêche INN

La situation particulière de la Guyane induit 2 axes de lutte contre la pêche INN :

- Il s'agit en premier lieu et en priorité de **la lutte contre l'activité de pêche illégale des flottilles issues des pays voisins** : Surinam, Guyana, Brésil. Outre son illégalité, cette pêche a un impact très important sur le tissu économique de la pêche maritime locale. Ces navires illégaux exploitent les eaux guyanaises à l'aide d'engins prohibés, dans des zones particulièrement sensibles (réserves naturelles, zone de ponte de tortue luth..) et proposent sur le marché international des produits pêchés dans des conditions sociales, écologiques et sanitaires qui ne peuvent être admises.
- Il s'agit également du **contrôle des navires des pays tiers exploitant la ZEE française de Guyane sous licence communautaire**.

L'objectif de lutte contre la pêche INN est d'autant plus prioritaire que la Guyane est également l'une des deux zones économiques exclusives en outre-mer dans laquelle la question de l'accès licite des navires de pays tiers aux eaux communautaires se pose. La question de la lutte contre la pêche INN ne peut donc être dissociée de la question de l'application du règlement (CE) n°1006/2008 du Conseil du 29 septembre 2008. Cela concerne plus particulièrement les navires vénézuéliens, qui doivent faire l'objet d'une surveillance VMS, et de contrôles, notamment au débarquement, approfondis.

3.2 Encadrement de la flotte de navires vénézuéliens

Au-delà de la surveillance et du contrôle des navires vénézuéliens dans le cadre de la lutte contre la pêche INN, ceux-ci doivent également faire l'objet de contrôles notamment au débarquement visant plus particulièrement :

- la **tenue et la remise des journaux de pêche** ;
- la détention et de respect des conditions de délivrance de **l'autorisation de pêche dans les eaux communautaire** ;
- l'équipement du navire en **balise VMS opérationnelle** ;
- le respect des **modalités d'arrivée au port et de débarquement** ;
- le contrôle de **5% des débarquements et des transbordements**

3.3 Pêche de la crevette dans les eaux guyanaises

La tenue et remise des journaux de pêche, déclarations de débarquement, fiches de pêche et notes de vente devront être particulièrement surveillées, notamment dans le cadre de contrôle au **débarquement et lors de la certification des captures des navires français**;

3.4 Captures accidentelles de tortues marines et requins

Les services veilleront :

- au respect des mesures techniques destinées à éviter les captures accidentelles de tortues marines, s'agissant notamment des navires crevettiers ;
- au respect des mesures encadrant **l'enlèvement des nageoires de requins** à bord des navires, conformément aux **dispositions du règlement (CE) n° 1185/2003 et aux normes CICTA relatives à l'enlèvement des nageoires de requins** à bord des navires.

4 Orientations spécifiques à La Réunion, à Mayotte et aux TAAF

À La Réunion et à Mayotte, en sus des points de contrôle mentionnés dans les orientations générales, les services chargés du contrôle surveillent plus particulièrement :

4.1 Pêche à la palangre au large des îles Éparses et à La Réunion

Les points suivants devront être particulièrement surveillés, notamment dans le cadre de contrôle au débarquement et lors de la certification des captures des navires français :

- tenue et remise des **journaux de pêche, déclarations de débarquement et notes de vente** ;
- respect des **tailles minimales de capture** ;
- **marquage des engins de pêche et des dispositifs de concentration des poissons** ;
- tenue des **documents statistiques exigés dans le cas de la pêche du thon obèse et de l'espadon** (documents CTOI) ;
- tenue et présentation des **documents déclaratifs spécifiques à l'accord de pêche conclu entre l'Union européenne et Madagascar** ;

4.2 Pêche à la senne de thonidés dans la zone de la CTOI (tous navires français)

La tenue et remise des **journaux de pêche, déclarations de débarquement et notes de vente** devront être particulièrement surveillées, notamment dans le cadre de contrôle en mer et lors de la certification des captures des navires français.

4.3 Pêche de la légine dans les îles Australes et en zone SIOFA (tous navires français)

Les points suivants devront être particulièrement surveillés, notamment dans le cadre de contrôle au débarquement :

- tenue et remise des **journaux de pêche** ;
- contrôle des schémas de **documents de capture** pour la légine conformément au règlement (CE) n° 1035/2001 du 22 mai 2001 modifié établissant un schéma de documentation des captures pour *Dissostichus spp* et aux instructions de la circulaire DPMA/SDPM/C2007-9615 du 14 août 2007 ;
- équipement des navires en balise **VMS nouvelle génération opérationnelle** ;
- titulaires de l'autorisation de pêche idoine suivant la zone d'activité (SIOFA , TAAF, CCAMLR)

4.4 Requins

Les services veilleront au respect des mesures relatives à la mutilation des requins, conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 1185/2003 modifié et aux normes CTOI relatives à l'enlèvement des nageoires de requins à bord des navires.

V Bilans et suivi du programme national de contrôle

La mise en œuvre des règlements « contrôle » et « INN » nécessite de refondre l'application SATI. Cette refonte s'inscrit dans un projet européen coordonné par l'AECP. À cette fin, les services chargés du contrôle sont consultés ou associés au groupe de travail qui est mis en place.

Au quatrième trimestre 2016, il est prévu que l'ensemble des rapports d'inspections et de surveillance (régime communautaire, INN ou ORGP) rédigés par des inspecteurs français puissent être enregistrés dans la base SATI rénovée (SATI 2). Dans l'attente, une version de SATI (SATI 1.5) est à la disposition des inspecteurs afin de répondre aux exigences du règlement 404/2011 à l'adresse suivante :

<https://peche.agriculture.gouv.fr>

Tous les comptes-rendus d'activités d'inspection et de surveillance y compris ceux faisant suite à l'inspection d'un navire dans le cadre de l'application du règlement « INN » ou de mesures de l'Etat du port d'une ORGP doivent impérativement être saisis sans délai dans SATI en rappelant qu'une très grande vigilance doit être apportée dans le remplissage des compte-rendus d'inspection, notamment au niveau des champs obligatoires colorés en rouge. La base SATI rénovée permettra en outre d'enregistrer les rapports de contrôles croisés.

Il est rappelé que la Commission européenne a un accès internet en temps réel à l'intégralité des comptes-rendus d'inspections ou de surveillance disponibles dans l'application SATI.

La version SATI 1.5 permet aux services, sur requête adressée à la DPMA, d'obtenir des données statistiques relatives aux contrôles à des fins opérationnelles ou de bilans. L'application affiche également un tableau de bord mis à jour quotidiennement et téléchargeable, recensant les nombres d'inspections réalisées par type, façade et administration.

La version à venir SATI 2 permettra la réalisation de requêtes statistiques affinées en fonction des droits de chaque unité, ainsi que la consultation de tableaux de bord en vue du pilotage des objectifs de contrôle.

Les DIRM, les DM, les DDTM, les DIRECCTE, les DDPP les DDCSPP), chacun en ce qui les concerne, informeront respectivement les procureurs généraux près les Cours d'appel ainsi que les procureurs de la République territorialement compétents des opérations de contrôle à venir en leur communiquant notamment le présent plan, les plans de contrôle par façade maritime ainsi que les plans de contrôle (inter) régionaux.

Ils leur adresseront également un bilan de fin d'année ou à l'issue d'opérations importantes, telles que les missions interservices d'envergure, missions ayant donné à une saisie importante, opérations portant sur des espèces sensibles par exemple.

Cette information est d'autant plus importante que le code rural et de la pêche maritime, en ce qu'il renforce les sanctions administratives et pénales susceptibles d'être prononcées en cas d'infraction, implique une **communication étroite entre les DDTM / DDPP / DDCSPP et la juridiction ou l'autorité prononçant la sanction.**

Enfin, les DIRM et les DM continueront d'organiser comme précédemment, en lien avec les DDTM, des réunions d'information du secteur destinées à présenter les axes principaux et les niveaux de contrôle qui seront effectués par région et par façade. Les DIRECCTE informeront de la même manière les opérateurs des régions non littorales.

Vous me saisirez sous le présent timbre de toute difficulté que vous pourriez rencontrer dans l'application de la présente note technique.

La présente note technique sera publiée au bulletin officiel du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, en charge des relations internationales sur le climat et sur le site circulaires.gouv.fr.

Le 30 mai 2016

Le directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture,

Signé

Frédéric GUEUDAR DELAHAYE

ANNEXE 1 : Thon Rouge – Grille d’analyse de risques

<i>Description du risque (en fonction du risque, de la pêche, de la zone et des données disponibles)</i>	<i>Indicateur (en fonction du risque, de la pêche, de la zone et des données disponibles)</i>	<i>Etape dans la chaîne de pêche / de commercialisation (quand et où le risque survient)</i>	<i>Eléments à prendre en considération (en fonction du risque, de la pêche, de la zone et des données disponibles)</i>	<i>Fréquence dans la pêche¹</i>	<i>Conséquences éventuelles²</i>	<i>Niveau de risque³</i>
Pêche du thon rouge						
Gestion du quota						
Sous-déclaration des quantités capturées	<ul style="list-style-type: none"> - Non-respect préavis de débarquement - Non-respect des ports et horaires désignés 	Débarquement et première vente	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau des débarquements - Disponibilité du quota - Appartenance à une OP - Nombre d’infractions détectées 	Occasionnel	Elevé	Elevé
Dépassement des sous-quotas par segment	<ul style="list-style-type: none"> - Non-respect préavis de débarquement - Non-respect des ports et horaires désignés 	Débarquement et première vente	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau des débarquements - Disponibilité du quota - Appartenance à une OP 	Occasionnel	Elevé	Elevé
Dépassement des quotas individuels (senneurs)	<ul style="list-style-type: none"> - Ecart entre données initiales de captures et informations de mise en ferme 	Mer et mise en ferme	<ul style="list-style-type: none"> - Déclarations de transfert - Rapports de mise en cage 	Fréquent	Très élevé	Elevé
Mesures techniques						
Pêche pendant une période interdite	<ul style="list-style-type: none"> - Non-respect préavis de débarquement - Non-respect des ports et horaires désignés 	Mer et débarquement	<ul style="list-style-type: none"> - Part des captures accessoires - Disponibilité du quota - Appartenance à une OP 	Rare	Elevé	Faible
Pêche de poisson sous-taille (<30kg/ 115 cm ou <8kg/ 75cm)	<ul style="list-style-type: none"> - Non-respect préavis de débarquement - Non-respect des ports et horaires désignés - Déclaration erronée sur le journal de pêche 	Mer et débarquement	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité du quota de 8-30 kg - Appartenance à une OP - Nombre d’infractions détectées 	Fréquent	Elevé	Elevé

¹ Les fréquences possibles sont les suivantes : très rare, rare, occasionnel, fréquent, très fréquent

² Les conséquences possibles sont les suivantes : très faible, faible, substantiel, élevé, très élevé

³ Les niveaux de risque : très faible, faible, moyen, élevé, très élevé

Non-respect des 5% de prises accessoires	<ul style="list-style-type: none"> - Non-respect préavis de débarquement - Non-respect des ports et horaires désignés - Déclaration erronée sur le journal de pêche 	Mer et débarquement	<ul style="list-style-type: none"> - Appartenance à une OP - Nombre d'infractions détectées 	Fréquent	Moyen	Elevé
Obligations déclaratives (journal de pêche, préavis, BCD, etc)						
Défaut de remplissage et d'envoi	<ul style="list-style-type: none"> - Non-respect préavis de débarquement 	Débarquement	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité du quota - Appartenance à une OP - Nombre d'infractions détectées 	Occasionnel	Moyen	Moyen
Inscription de données erronées	<ul style="list-style-type: none"> - Déclaration erronée sur le journal de pêche - Incohérence entre le préavis, le journal de pêche et/ou le BCD 	Débarquement	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité du quota - Appartenance à une OP - Nombre d'infractions détectées 	Occasionnel	Moyen	Moyen
Défaut d'enregistrement vidéo conforme pour les transferts	<ul style="list-style-type: none"> - Transferts effectués de nuit ou par mauvaises conditions météo - Constat de l'observateur régional 	Mer	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'infractions détectées 	Fréquent	Elevé	Elevé
Obligation de débarquement						
Rejet de thon rouge mort		Mer	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité du quota - Appartenance à une OP - Nombre d'infractions détectées 	Occasionnel	Elevé	Elevé
Pêche de l'espadon						
Pêche en période interdite	<ul style="list-style-type: none"> - Ventes d'espadon 	Mer et débarquement	<ul style="list-style-type: none"> - Appartenance à une OP 	Rare	Elevé	Moyen
Non-respect de la taille minimale	<ul style="list-style-type: none"> - Ventes d'espadon sous-taille hors-criée 	Mer et débarquement	<ul style="list-style-type: none"> - Appartenance à une OP - Nombre d'infractions détectées 	Rare	Elevé	Moyen
Non-respect des règles liées à l'engin	<ul style="list-style-type: none"> - Volumes importants 	Mer et débarquement	<ul style="list-style-type: none"> - Appartenance à une OP - Nombre d'infractions détectées 	Très rare	Moyen	Faible